



Commission internationale  
catholique pour les migrations



**RAPPORT  
ANNUEL  
2014**



# TABLE DES MATIÈRES

RESPONSABLES DE LA CICM	5
RESULTATS EN 2014	8
STRATÉGIE POUR 2015-2018	10
ACTIVITÉS EN 2014	12
• PROTECTION ET PRÉVENTION	15
• ASSISTANCE HUMANITAIRE	23
• RÉINSTALLATION DES RÉFUGIÉS	29
• MIGRATION ET DÉVELOPPEMENT	35
• MEMBRES DE LA CICM ET RÉSEAUX DE L'ÉGLISE	47
BILAN FINANCIER	52
PARTENAIRES ET SOUTIENS	54
DONATEURS	55
MEMBRES DU COMITÉ DIRECTEUR	56
DIRECTEURS ET CHEFS DE DÉPARTEMENTS OU DE BUREAUX DE LA CICM	57

# Sigles

ACILS	American Center for International Labor Solidarity (Centre Américain pour la Solidarité Syndicale Internationale)
BPRM	Département d'État des États-Unis, Bureau de la Population, des Réfugiés et de la Migration
CIC	Citoyenneté et Immigration Canada
CICM	Commission internationale catholique pour les migrations
CSR TuMO	Centre de Soutien à la Réinstallation pour la Turquie et le Moyen-Orient
DRIVE	Differentiation for Refugee Identification
ECRE	Conseil Européen sur les Réfugiés et les Exilés
FMMD	Forum Mondial sur la Migration et le Développement
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
ICVA	Conseil International d'Agences Bénévoles
IRIS	International Recruitment Integrity System (Système International d'Intégrité dans le Recrutement)
ISIS	État islamique d'Irak et de Syrie
KEP	Kosovo Enterprise Program (Programme entrepreneurial pour le Kosovo)
MADE	Réseau de Migration et Développement de la Société Civile
OHCDH	Office du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
OIT	Organisation Internationale du Travail
ONU	Organisation des Nations Unies
RCUSA	Refugee Council USA (Conseil pour les Réfugiés USA)
RER	Réseau Européen de Réinstallation
RWPC	Refugee Women's Protection Corps (Corps de protection des femmes réfugiées, Malaisie)
UE	Union européenne
USA	États-Unis d'Amérique
USCCB	Conférence épiscopale catholique des États-Unis

# RESPONSABLES DE LA CICM

## Message du Président sortant, **John Klink**



Mon mandat de Président de la CICM ayant pris fin en 2014, je désire exprimer ma profonde gratitude à tous nos donateurs qui, depuis huit ans, ont permis à la CICM d'accomplir sa mission. Johan Ketelers et les collaborateurs engagés qui forment l'épine dorsale de la CICM ont accompli des miracles pour attirer l'attention de la communauté internationale sur la question de la migration, notamment auprès des Nations Unies lors du Forum Mondial sur la Migration et le Développement, tout en continuant leur travail d'accompagnement de plus de 7.000 réfugiés réinstallés aux États-Unis. En huit ans, le budget général de la CICM a largement quadruplé et, rien qu'en 2014, ses efforts de collecte de fonds aux États-Unis nous ont valu une augmentation de 66% des fonds récoltés.

En même temps, nous avons été témoins de nouveaux mouvements massifs de migration forcée, les plus importants depuis la Deuxième Guerre mondiale. La difficile mission de la CICM est d'apporter des solutions lors de crises telles que celle que traverse la Syrie, où plus de la moitié de la population du pays a été déplacée et d'où sont partis vers l'exil plus de 3,7 millions de réfugiés.

Dans sa Constitution apostolique « La famille exilée de Nazareth », le Pape Pie XII évoque la raison pour laquelle il a fondé la CICM, rappelant que la Sainte-Famille elle-même est l'archétype de tous les migrants. Et le Pape François reprend le flambeau dans son enseignement, en affirmant que « nous reconnaissons le Christ en tant que Dieu en touchant ses blessures », blessures que l'on ressent chaque fois qu'une personne doit fuir son pays.

Je suis également très reconnaissant envers les Cardinaux, le Patriarche et les Évêques du monde entier pour leur engagement au sein de notre Comité directeur, ainsi qu'au Saint-Siège pour le statut canonique qu'il a accordé à la CICM en reconnaissance de ses soixante-trois ans de labeur incessant aux côtés des migrants et des réfugiés.

Enfin, je désire remercier mon estimable successeur, Peter Sutherland, Représentant spécial des Nations Unies pour les questions de migration internationale, et je sollicite vos prières pour que la longue tradition de service de la CICM soit renouvelée encore une fois grâce à son engagement sans faille et à sa générosité.

## Message du Président, **Peter Sutherland**



La migration est sans conteste l'une des réalités les plus marquantes et complexes de notre époque. Pratiquement tous les pays du monde doivent faire face aux nombreuses conséquences économiques, sociales et politiques des flux migratoires internes et internationaux, qui affectent aussi bien les sociétés nationales que la planète dans son ensemble.

Bien que la communauté internationale reconnaisse désormais l'urgence de mieux organiser la migration, trop peu d'efforts se portent sur la création de routes migratoires sécurisées pour les millions de migrants qui risquent leur vie en affrontant mille dangers, et sur la réelle protection de ceux qui fuient leur pays par peur des persécutions. Chaque jour, nous sommes les témoins effarés de souffrances tragiques et inacceptables : beaucoup de migrants se noient dans la Méditerranée, d'autres sont retenus en otage dans le désert pour être libérés contre rançon, d'autres enfin sont les victimes de l'exploitation et d'abus en tous genres. Les assassinats, l'exploitation et la traite sont de nouvelles formes de cruauté, hélas croissantes, qui mettent l'humanité et la démocratie en danger.

Tout comme la pierre de Sisyphe, qui dévale la montagne chaque fois que celui-ci a réussi à la hisser jusqu'au sommet, la migration fait partie de la nature et de l'histoire de l'humanité ; on ne saurait y mettre un terme artificiellement. Le seul moyen de réduire les déplacements forcés est de s'attaquer aux causes fondamentales qui jettent sur la route de l'exil des populations entières, désireuses de se protéger de ce qu'elles subissent chez elles.

La mondialisation et le développement des communications permettent désormais de voyager facilement. De très nombreuses personnes se rendent à l'étranger pour y étudier ou y travailler. Ce phénomène universel a apporté une diversité nouvelle à nos sociétés auparavant homogènes, et chaque communauté doit s'adapter à cette nouvelle réalité en allant au-delà de la simple intégration. La migration ouvre la voie vers une nouvelle compréhension du monde, une nouvelle organisation de la diversité et une nouvelle unité de l'humanité.

Le Forum Mondial sur la Migration et le Développement (FMMD) est un bel exemple de l'engagement des États dans ce sens. Le dialogue au sein du FMMD s'est enrichi des contributions de nombreuses organisations non gouvernementales, et notamment celle de la Commission internationale catholique pour les migrations. J'admire le travail accompli par diverses organisations de la société civile, qui œuvrent au service et aux côtés des réfugiés, des migrants et des personnes déplacées dans le monde entier. Elles leur apportent une assistance indispensable, mais leur principale contribution est d'amener un changement des mentalités qui pourra et devra jouer sur les décisions politiques futures.

En tant que nouveau Président de la Commission internationale catholique pour les migrations, je suis persuadé qu'il nous faut établir une relation forte et efficace entre les décideurs politiques et la société civile, afin de construire des modèles pratiques et concrets sur la base d'une compréhension commune de la situation et de partage des responsabilités entre ces différents acteurs.

# Message du Secrétaire Général, Johan Ketelers



L'année 2014 a vu s'ouvrir plus encore le fossé qui sépare la rhétorique sur la migration de ce qui est fait en réalité pour garantir la protection des migrants, des réfugiés et des autres personnes déplacées. Les résultats du Dialogue de Haut Niveau de l'Assemblée générale de l'ONU, ainsi que ceux du Forum Mondial sur la Migration et le Développement indiquent clairement que les gouvernements et la société civile veulent désormais accorder une plus grande attention aux questions de développement et sont disposés à promouvoir de meilleurs partenariats pour faire face aux problèmes soulevés par la migration. Cela étant, la xénophobie se propage peu à peu dans le monde entier.

Au-delà des discours, force est de constater que les contrôles aux frontières sont strictement appliqués, voire renforcés, et que priorité est accordée à la lutte contre l'immigration clandestine. Pour sa part, le programme de recherche et de sauvetage mené à bien par la marine italienne en Méditerranée, qui a sauvé de nombreuses vies humaines, est interrompu par manque de fonds et parce que la région européenne rechigne à le soutenir. Ces mesures et ces actions restrictives ont bien sûr pour objectif de contenir les flux migratoires, mais leurs effets, immédiats, à moyen et à long terme, sur les migrants et les réfugiés eux-mêmes restent méconnus. D'où cette question de fond : la xénophobie et la mondialisation peuvent-elles coexister dans nos futures sociétés ?

L'Histoire prouve que nous sommes capables de trouver des solutions stables et pratiques aux afflux soudains de migrants et de réfugiés. Par le passé, nous avons su sauver des vies en proposant aux « boat people » vietnamiens les Programmes de départ organisé dans les années 1970, puis en accueillant les réfugiés hongrois dans les années 1980 et les populations des Balkans dans les années 1990. Aujourd'hui il est urgent de protéger et d'offrir les mêmes chances à tous ces hommes, femmes et enfants qui risquent leur vie pour traverser la Méditerranée,

le désert du Sahara et tant d'autres passages hostiles en quête d'un avenir meilleur. Comme au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, les gouvernements, les organisations internationales et la société civile devraient se réunir, voire s'unir autour d'un même sentiment de coresponsabilité et d'engagement, pour offrir des solutions concrètes aux personnes qui chaque jour fuient les persécutions, la torture, les conflits et la pauvreté.

La migration présente de nombreuses facettes et, pour faire face à cette complexité, tous les acteurs concernés doivent agir ensemble et se partager les responsabilités, suivant les fronts sur lesquels ils opèrent : il faut offrir aux réfugiés un statut temporaire pour garantir leur protection, organiser des routes migratoires sécurisées, améliorer l'accès aux marchés du travail, renforcer les programmes d'intégration, et investir dans le développement des pays d'origine pour que leurs citoyens ne soient plus obligés à prendre la route de l'exil.

Il ne suffira pas de répartir les coûts de la migration pour en résoudre les problèmes ; il faut surtout mieux organiser l'émigration et l'immigration, phénomènes essentiels pour le développement des peuples, des communautés et des nations. La migration est une réalité économique, mais elle répond aussi à un besoin social. Il nous faut construire une véritable communauté internationale, objectif fondamental trop souvent ignoré ou repoussé aux calendes grecques.

Organisation catholique, la CICM concentre ses efforts sur la possibilité d'offrir une vie meilleure aux personnes déracinées et à réduire leur marginalisation. Je désire ici remercier tous nos donateurs – gouvernements, organisations multilatérales, fondations et particuliers – pour leur engagement et leur soutien. Leur solidarité transmet aux réfugiés, aux migrants et aux autres personnes déplacées dans le monde entier un message d'espoir et de foi en un avenir meilleur.

# RÉSULTATS EN 2014

## PROTECTION ET PRÉVENTION

Le personnel de la CICM a organisé des sessions d'information pour **37.414** migrants et réfugiés arrivés en **Grèce**.



Au **Pakistan**, **858** Afghans et d'autres réfugiés ont reçu un soutien direct de la CICM.

La CICM a également apporté son soutien à **4.287** adultes réfugiés en **Malaisie**.



## ASSISTANCE HUMANITAIRE

En **Syrie**, la CICM a identifié et évalué les besoins de **18.130** personnes, dont 12.315 Syriens, 5.295 Iraquiens et 520 personnes d'autres nationalités.



**1.505** familles déplacées à l'intérieur des frontières syriennes ont reçu une assistance humanitaire sous forme de couvertures, de matelas et de radiateurs.

En **Jordanie**, la CICM a identifié et évalué les besoins de plus de **31.500** citoyens vulnérables syriens et jordaniens.



L'an dernier, avec l'aide de ses partenaires, la CICM a pu intensifier son travail de protection et d'assistance humanitaire au bénéfice des personnes vulnérables en déplacement. Il a aussi été possible de mener beaucoup plus d'activités dans la réinstallation de réfugiés et en matière de migration et développement. Ci-après un aperçu des résultats obtenus au cours de l'année 2014.

## RÉINSTALLATION DES REFUGIÉS

Un nombre total de **7.365** réfugiés ont été réinstallés aux États-Unis grâce au Centre de Soutien à la Réinstallation pour la **Turquie** et le **Moyen-Orient**.



Participant au Programme de Déploiement de Personnel en Réinstallation CICM-HCR, **172** experts ont été envoyés dans **69** bureaux de terrain du HCR dans **33** pays. **60%** de ces experts ont servi en **Afrique**.

Les experts de la CICM ont soumis au HCR les dossiers de quelque **74.000 réfugiés**, dont plus de **18.000 réfugiés syriens**.



## MIGRATION ET DÉVELOPPEMENT

Le Réseau MADE, coordonné par la CICM, a permis à quelque **40** organisations de la société civile d'élaborer « **l'Agenda de Stockholm** », qui a obtenu le soutien de **312** organisations du monde entier.



Menée par le Réseau MADE, la campagne de la société civile « **Sea Change** » visant à protéger les migrants en mer a été signée et soutenue par **122** organisations de par le monde.

**356** personnes ont participé aux « **Journées de la société civile** » lors du Forum Mondial sur la Migration et le Développement.



# STRATÉGIE POUR 2015-2018

Au cours de ces dernières années, la CICM a rempli son mandat de protection et de service auprès des personnes déracinées, en tentant de leur rendre leur dignité et d'inspirer un changement durable. Son combat pour la dignité et la protection des personnes déplacées reste prioritaire et ne sera pas altéré ; cependant, les moyens et les modèles mis en œuvre pour ce faire peuvent changer en fonction des circonstances, des tendances et des opportunités du moment, de ses partenariats et, finalement, des ressources financières dont elle dispose. Pour accomplir sa mission comme par le passé et renforcer encore son impact, la CICM au cours des prochaines années concentrera ses efforts sur les domaines suivants.

## ASSISTANCE HUMANITAIRE

Soulager les souffrances des réfugiés et des personnes déplacées en leur fournissant une assistance humanitaire efficace. Cela implique une action plus forte de la CICM face à la crise mondiale des réfugiés : elle devra renforcer son expertise et sa capacité d'offrir un soutien approprié dans de nombreux domaines, notamment la protection, l'éducation, la santé, le logement, les articles non alimentaires, l'assistance financière directe et la génération de revenus.



## RÉINSTALLATION DE RÉFUGIÉS

Aider les réfugiés à trouver la protection dont ils ont besoin dans un autre pays, où ils puissent reconstruire leur vie dans la paix et la dignité. Pour atteindre cet objectif, la CICM va agrandir ses bureaux de réinstallation à Istanbul et Beyrouth pour permettre à un plus grand nombre de réfugiés de partir vers les États-Unis ; augmenter le nombre d'experts en réinstallation prêts à travailler dans les bureaux de terrain du HCR grâce au Programme de Déploiement de Personnel CICM-HCR ; et renforcer le dialogue avec les pays ouverts à la réinstallation, par tradition ou de manière plus récente, ainsi qu'avec d'autres parties prenantes pour promouvoir la réinstallation d'un plus grand nombre de personnes.



## TRAVAILLEURS MIGRANTS

Développer des activités à long terme pour protéger les migrants en quête d'un emploi, réduire la clandestinité et intégrer les travailleurs migrants dans le marché du travail formel, sensibiliser les autorités et les sociétés sur le potentiel de développement généré par la migration, et promouvoir des politiques en faveur de l'unité familiale quel que soit le contexte migratoire.



## PARTENARIATS ET RÉSEAUX

Le travail en partenariat et par le biais de réseaux permet de sensibiliser un plus grand nombre d'acteurs, grâce à des plateformes nationales ou internationales qui portent plus loin le message de la CICM sur les priorités identifiées. En tant que réseau des églises catholiques du monde entier, la CICM veut renforcer l'engagement direct de ses membres et d'autres organisations catholiques, afin de développer ses activités stratégiques ou programmatiques en tenant compte des perspectives régionales. La CICM continuera également de promouvoir la réinstallation et l'intégration des migrants en Europe, notamment par le biais du Réseau Européen de Réinstallation, de coordonner les activités de la société civile lors de la réunion annuelle du Forum Mondial sur la Migration et le Développement (FMMD), et de défendre les meilleures solutions aux questions soulevées par la migration et le développement en participant au Réseau Migration et Développement de la Société Civile MADE.



Dans la poursuite de ces objectifs, la CICM respectera toujours les mêmes deux approches fondamentales : tenir compte des besoins prioritaires des personnes déplacées et respecter leurs droits fondamentaux ; elle apportera ainsi son assistance en priorité aux personnes les plus vulnérables. La CICM va également renforcer sa structure financière et juridique, notamment en investissant davantage dans des activités de collecte de fonds, en réduisant ses coûts et en améliorant encore son efficacité, afin de mieux répondre aux besoins croissants des personnes déplacées dans le monde entier. Elle renforcera et continuera d'appliquer les normes, directives et procédures nécessaires pour que tous ses programmes et activités soient exécutés dans le respect, la transparence et la responsabilité financière, conformément aux principes fondamentaux du travail humanitaire, aux principes de la bonne gouvernance et aux enseignements de la Doctrine sociale catholique.

# ACTIVITÉS EN 2014

La CICM a poursuivi sa collaboration avec le HCR, l'OIM et les autres agences, les gouvernements et ses partenaires de la société civile pour développer ses activités de protection, d'assistance humanitaire et de réinstallation des réfugiés. En 2014, le travail de la CICM s'est fortement concentré sur la satisfaction des besoins pressants d'un nombre toujours croissant de Syriens déplacés, dans leur pays ou au-delà des frontières, en Jordanie, au Liban, en Turquie et dans d'autres pays de la région.

Les programmes déployés en **Syrie** et en **Jordanie** ont cherché à s'assurer que les personnes les plus vulnérables, qu'il s'agisse de familles syriennes ou de membres des communautés d'accueil, reçoivent une réelle assistance humanitaire, notamment pendant le rude hiver 2014 où le thermomètre est descendu en dessous de zéro dans le Moyen-Orient. En partenariat avec le Département d'État des États-Unis, le Centre de Soutien à la Réinstallation pour la **Turquie** et le **Moyen-Orient** a encore renforcé ses activités de traitement des dossiers et de préparation à la réinstallation, permettant ainsi le départ de plus de 7.000 réfugiés vers les États-Unis.

La CICM a également maintenu son soutien aux communautés vulnérables et aux victimes de la violence sexuelle au **Pakistan** et en **Malaisie**, en leur fournissant un endroit où se mettre à l'abri, l'accès aux soins médicaux indispensables, un soutien psychologique et une formation. Au Pakistan, ces programmes ont aussi prévu un soutien à la génération de revenus, la protection des enfants vulnérables et des activités de réduction des risques en cas de catastrophe naturelle. En **Indonésie**, la CICM a maintenu son étroite collaboration avec les autorités indonésiennes et avec la société civile dans la lutte contre la traite des personnes. Aux **Philippines**, la CICM a lancé un projet de

recherche visant à comprendre la situation des travailleurs migrants, pour ainsi réduire les abus dont ils peuvent être victimes et prévenir la traite des personnes. En **Europe de l'Est**, le programme « ICMC Cares » – lancé en 2013 pour former les personnes chargées de soins à domicile et leur permettre de s'intégrer plus facilement sur le marché du travail européen – a donné ses premiers cours de formation professionnelle à des candidats préalablement sélectionnés de la région des Carpates.

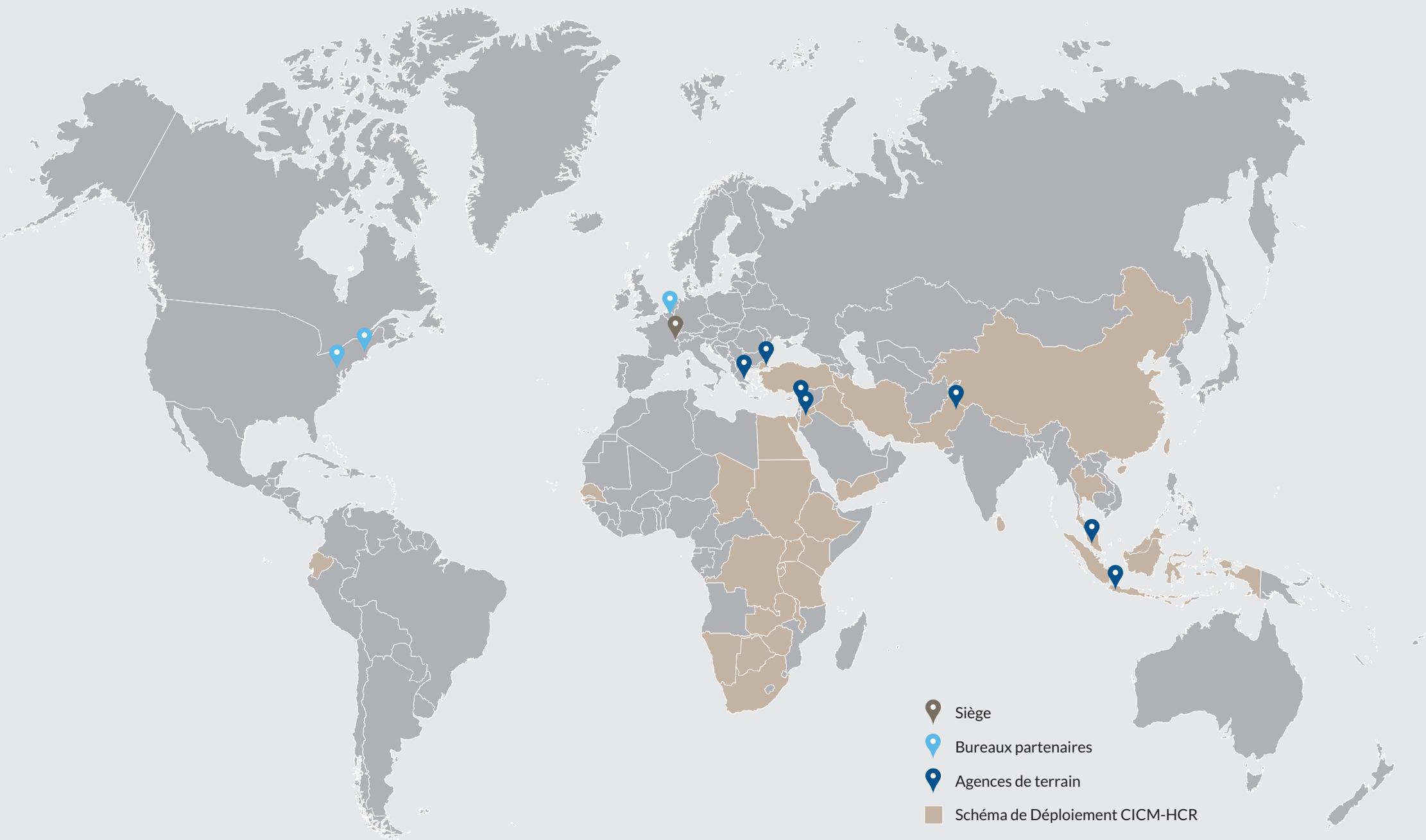
L'année 2014 a vu une forte augmentation du nombre de migrants et de réfugiés lancés, par voie maritime ou terrestre, dans des voyages périlleux; ils sont qui plus est souvent victimes de personnages sans scrupules qui vivent de la contrebande ou de la traite d'être humains. C'est dans de terribles souffrances que des milliers d'entre eux ont péri ou sont portés disparus, et souvent leurs familles ne reçoivent aucune information sur leur sort. A l'échelle mondiale, pour la seule traversée des mers, on estime que plus de 5.000 hommes, femmes et enfants ont perdu la vie – près du double de l'année précédente. Des nombres record d'hommes, de femmes et d'enfants fuyant la guerre, les persécutions ou le désespoir ont risqué leur vie sur des embarcations inaptes à la navigation en haute mer et bondées pour tenter de traverser la Méditerranée. En **Grèce**, la

CICM a maintenu sa collaboration avec le HCR pour s'assurer que les nombreux migrants et réfugiés arrivant par mer soient accueillis correctement, et également pour améliorer le régime d'asile du pays.

En Asie et dans le Pacifique, des « boat people » en provenance du **Myanmar**, du **Pakistan**, du **Sri Lanka** et parfois même d'**Afghanistan** et d'**Iran** continuent de se déplacer dans la région dans l'espoir de trouver un asile – souvent en vain. Dans les Amériques, un nombre record de 60.000 enfants ont voyagé, tout seuls, traversant le **Mexique** pour atteindre les États-Unis afin d'échapper à la violence qui règne à **El Salvador**, au **Guatemala** ou au **Honduras**; un chiffre auquel il faut ajouter plus de 60.000 autres enfants faisant ce même voyage avec un membre de leur famille.

Face à cette tragique réalité, la CICM a renforcé ses activités de plaidoyer en faveur d'une meilleure protection des migrants en déplacement. Se basant sur l'ensemble de recommandations pratiques que la CICM et ses partenaires européens ont rédigées en 2012 dans la publication « MAYDAY! » du projet DRIVE, la CICM s'est maintenue à l'avant-garde du travail de plaidoyer de la société civile en faveur de réponses plus cohérentes, fondées sur les besoins prioritaires et les droits des personnes, pour venir en

aide aux migrants et aux réfugiés en détresse. Grâce à l'insistance de la CICM, ce sujet a été l'un des principaux thèmes des Journées de la société civile du FMMD en Suède, notamment lors de deux tables rondes réunissant chacune, à l'heure du petit déjeuner, cinq importants leaders de la société civile et cinq des gouvernements les plus impliqués dans ces situations. Chacun des partenaires régionaux de la CICM au sein du Réseau MADE a traité de ce sujet en Asie, en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes lors de séances rassemblant des centaines de représentants de la société civile au **Brésil**, au **Chili**, en **Jordanie**, en **Malaisie** et au **Mexique**. La CICM a également participé au groupe restreint d'ONG ayant collaboré avec l'Office du Haut-Commissariat pour les Droits de l'Homme (OHCDH) pour préparer son importante publication « Principes et directives recommandés sur les droits de l'homme aux frontières internationales ». Pour sa part, le Bureau de la CICM à Washington a plaidé avec zèle auprès des autorités pour que l'on agisse avec humanité envers les enfants traversant la frontière Sud des États-Unis, et a collaboré avec la Conférence épiscopale catholique américaine (USCCB), Refugee Council USA et une vaste gamme d'ONG basées aux États-Unis à l'élaboration et à la mise en œuvre de solutions politiques et pratiques dans le domaine de la migration.





# PROTECTION ET PRÉVENTION

Les requérants d'asile, les réfugiés, les personnes fuyant la guerre et toutes les autres personnes déracinées font face à des risques considérables, souvent aggravés par différentes circonstances ou difficultés spécifiques telles que la pauvreté, l'isolement, la clandestinité ou leurs propres valeurs sociales et culturelles ; ces difficultés sont autant d'obstacles pour accéder aux services de base dont ces personnes ont besoin.

La CICM cherche à identifier les causes premières de la vulnérabilité des personnes déplacées, et à y remédier en offrant aide d'urgence et protection à long terme à ceux qui en ont le plus besoin. Parmi ceux-ci, la CICM accompagne particulièrement les familles vulnérables, les enfants non accompagnés, les femmes en situation précaire ou seules responsables de leur famille, les personnes gravement malades ou handicapées, les personnes âgées et, enfin, les personnes fuyant les persécutions pour raisons religieuses, ethniques ou autres.

# Protéger les survivants de la violence sexiste et sexuelle au **Pakistan**

Le Pakistan est le deuxième pays au monde qui compte le plus grand nombre de réfugiés à l'intérieur de ses frontières. Parmi ce million et demi de réfugiés se trouvent de nombreuses populations vulnérables; il y a bien sûr de très nombreux Afghans déplacés par les conflits successifs, mais aussi des réfugiés d'autres origines – Iraniens, Iraquiens, Palestiniens, Somaliens et Syriens – qui doivent surmonter l'obstacle de la langue et sont souvent victimes d'une forte discrimination pendant leur exil.

La CICM travaille au Pakistan depuis 1998, apportant son soutien aux populations les plus vulnérables en zones rurales et dans les villes. En 2014, les activités de protection de la CICM ont ciblé les communautés les plus appauvries et les femmes victimes de violence sexiste et sexuelle, à qui elle a fourni l'accès à des services essentiels et à un endroit où vivre à l'abri. Les réfugiés extrêmement vulnérables ont reçu une aide d'urgence, un soutien à l'éducation de leurs enfants et des soins de santé pour toute la famille; la CICM a aussi organisé des cours de langue et des formations professionnelles pour leur faciliter l'accès à l'emploi. Les femmes, qu'elles soient réfugiées ou requérantes d'asile, sont particulièrement vulnérables et sont souvent victimes de violence sexiste et sexuelle, bien qu'elles dénoncent rarement ces abus. La CICM a aidé ces victimes en leur proposant un endroit sûr, des conseils juridiques, des ateliers de sensi-

bilisation, des cours d'alphabétisation, des soins médicaux et un soutien psychosocial.

La CICM a aussi mené des entretiens avec des enfants vulnérables que le HCR lui avait envoyés, afin d'évaluer leur situation. En cherchant à comprendre quel était dans chaque cas l'intérêt supérieur de l'enfant, le personnel de la CICM a permis d'établir les besoins de protection de ces enfants et de leur trouver la meilleure solution d'accueil et de soins, de manière temporaire et aussi à plus long terme.

“ J'ai reçu un traitement psychologique grâce à l'aide de la CICM; cela m'a beaucoup aidé, j'ai pris conscience que je pouvais changer la situation au lieu de la subir. Maintenant je veux prouver ma valeur, suivre une formation et gagner de l'argent pour pouvoir aider ma mère. ”

Un réfugié somalien de 28 ans au Pakistan



En 2014, 858 réfugiés afghans et d'autres nationalités ont reçu l'assistance de la CICM.

Chaque mois, la CICM a remis une aide financière à 85 familles vulnérables.



La CICM a inscrit à l'école 163 enfants réfugiés.

56 personnes ont suivi des cours de langue et de formation professionnelle pour pouvoir jouir d'une plus grande indépendance économique.



Des réfugiés afghans et d'autres nationalités se sont rendus 1.568 fois dans des centres médicaux.

# Prévenir et combattre la violence sexiste parmi les réfugiés birmans en **Malaisie**

Bien que, depuis les années 1970, la Malaisie soit un pays de destination pour de nombreux migrants et réfugiés en provenance d'Asie du Sud-Est, ce pays ne s'est toujours pas doté du cadre législatif ou administratif qui permettrait de garantir les droits de requérants d'asile et des réfugiés. Ces derniers sont considérés comme des migrants sans papiers et, en tant que tels, ils font souvent l'objet de descentes de police ; ils sont alors arrêtés, tenus en détention, puis déportés.

En l'absence d'un cadre protecteur – qui inclurait l'accès à l'éducation de base et l'obtention d'un permis de résidence et de travail –, les femmes réfugiées sont souvent victimes de violence domestique, d'exploitation sexuelle et d'autres abus sexistes. Il est très rare qu'elles demandent des soins ou la protection de la police, et encore plus rare qu'elles dénoncent ces abus. La tradition culturelle au sein du plus grand nombre de ces réfugiés birmans exacerbe la vulnérabilité de ces femmes : leur rôle est de se soumettre à l'homme, et la violence domestique – notamment à l'égard des enfants – est considérée comme un sujet « exclusivement familial ».

La CICM travaille depuis 2010 au sein des communautés de réfugiés birmans en Malaisie, afin de prévenir la violence sexuelle et sexiste et d'y apporter une réponse, principalement en améliorant l'accès des femmes et des enfants réfugiés aux services

“ J'ai beaucoup appris ; je sais maintenant qu'on peut vivre une vie meilleure et plus saine, et aussi qu'on peut gérer sa colère. Cela m'a aidé à réduire la boisson et à apporter des changements positifs à ma vie. ”

Un homme ayant participé à une séance de conseil familial organisée par la CICM

de soutien en cas d'urgence. La CICM leur fournit un logement où elles sont à l'abri, des soins médicaux et psychosociaux et des conseils. Le Corps de protection des femmes réfugiées (RWPC), un groupe de volontaires birmans dûment formés par la CICM, offre des conseils et une aide aux réfugiés ayant souffert de violence sexuelle ou sexiste. Étant membres de la même communauté birmane, ces volontaires sont mieux à même d'identifier et d'approcher les femmes et les enfants ayant besoin d'assistance et d'établir quels sont leurs besoins spécifiques.

L'année 2014 a été marquée par l'afflux massif de nouveaux réfugiés birmans, fuyant les nombreuses vagues de violence communautaire déferlant dans différentes régions du Myanmar. De plus en plus de personnes arrivant en Malaisie ont des besoins urgents de soutien humanitaire et de protection, notamment parmi les groupes vulnérables que sont les femmes et les enfants. En cette année 2014, les volontaires du Corps de protection des femmes réfugiées (RWPC), formés par la CICM, sont entrés en contact avec 4.287 réfugiés adultes à Kuala Lumpur, dans la Vallée de Klang et à Penang. La CICM a aussi apporté une aide directe à 100 victimes de violence sexiste ou sexuelle ; la plupart d'entre elles étaient victimes de violence domestique.

En outre, la CICM a fourni aux réfugiés dans le besoin un abri sécurisé, des traitements médicaux, des soins psychosociaux et des conseils, ainsi que des services de transport et d'interprétation. La CICM a aussi financé cinq organisations communautaires de base pour qu'elles mettent sur pied des projets de prévention de la violence sexiste et de la violence sexuelle, ce qui inclut notamment la création de deux centres de soutien pour les femmes Rohingya.



La CICM a contacté et aidé 4.287 réfugiés adultes à Kuala Lumpur, dans la Vallée de Klang et à Penang.



La CICM a apporté son assistance à 100 victimes de violence sexiste ou sexuelle grâce à sa hotline et à d'autres activités de sensibilisation.



84% des victimes avaient souffert de violence domestique ; les autres ont dénoncé avoir été victimes de viol, de harcèlement ou d'agressions sexuelles, et de violences psychologiques.



623 étudiantes ont reçu une formation d'autodéfense dans 22 centres de formation pour les réfugiés.

# Améliorer la protection des travailleurs vulnérables en Indonésie

Pays d'origine de nombreux migrants, l'Indonésie connaît depuis des décennies une dramatique augmentation du nombre de cas de traite de personnes. Chaque année, des dizaines de milliers de femmes et d'enfants indonésiens sont enlevés, menacés et soumis au travail forcé ou à l'exploitation sexuelle; on ne dénombre plus les travailleurs migrants, recrutés pour des emplois à l'étranger, qui sont forcés de travailler dans des conditions déplorables.

En partenariat avec le Centre Américain pour la Solidarité Syndicale Internationale (ACILS), la CICM aide les organisations, les agences gouvernementales et les ONG indonésiennes à lutter contre la traite de personnes dans la région, et à en protéger les victimes. Coopérant étroitement avec les autorités locales, la CICM plaide pour que les lois nationales anti-traite soient rigoureusement appliquées, pour que soit renforcé le système juridique national de lutte contre la traite, et enfin pour que les trafiquants soient traduits en justice et condamnés.

En 2014, la CICM a fourni des conseils juridiques et sociaux à 706 survivants de la traite, notamment pour leur faire prendre conscience de leurs droits et des moyens existants pour faire appel à la justice; parmi eux, il y avait 152 enfants. Un total de 425 survivants de la traite a décidé de dénoncer les abus subis à la police locale pour que celle-ci recherche les coupables.

La CICM s'est aussi efforcée de renforcer les organisations locales de la société civile et de faire connaître les meilleurs moyens de lutter contre la traite des personnes. Le personnel de la CICM a été invité par des agences gouvernementales et des organisations partenaires à conduire un certain nombre d'activités de suivi, d'ateliers et de séances de formation; il a aussi formé des professionnels locaux pour qu'ils deviennent à leur tour des acteurs de la lutte contre la traite des personnes. Et grâce aux efforts de plaidoyer de la CICM et de ses partenaires locaux, le Ministère indonésien des Affaires sociales a accepté d'augmenter le budget alloué aux activités de lutte contre la traite dans plusieurs provinces du pays.



Fillette indonésienne travaillant dans une rizière de Sulawesi, Indonésie.  
© CICM / Nathalie Perroud

“ La collaboration entre la CICM et les agences gouvernementales, les ONG locales et les organisations communautaires a permis de traiter plusieurs cas de traite des personnes. Grâce au programme de la CICM, le gouvernement de Sukabumi – en collaboration avec les partenaires locaux et les administrations – a pu augmenter son budget de lutte contre la traite des personnes. ”

Un fonctionnaire gouvernemental de Sukabumi, Indonésie

# Protéger les travailleurs migrants et lutter contre la traite aux Philippines

Le flux migratoire en provenance des Philippines a fortement augmenté au cours des dernières décennies. Depuis les années 1970, le pays connaît et a même encouragé la migration massive de ses travailleurs. Dotés de compétences diverses, d'innombrables travailleurs cherchent un emploi à l'étranger, dans les plus riches pays d'Asie, du Golfe et du Moyen-Orient.



De nombreux Philippines partent à l'étranger en quête d'une vie meilleure. © Patrick Carazzetti

La plupart de ceux qui émigrent pour un emploi de travailleur domestique ou de soignant à domicile sont recrutés par des agences privées et leur situation est régie par le système juridique national. Cependant, il est fréquent que ces agences réclament des tarifs exorbitants en échange de leurs services, aggravant ainsi le fardeau de la dette que ces personnes doivent assumer pour pouvoir émigrer. En outre, une fois arrivés à destination, de très nombreux travailleurs philippins sont soumis à l'exploitation et aux abus : ils se retrouvent à la merci d'employeurs qui ne respectent pas les termes de leur contrat ou agissent violemment envers leurs employés, et ce souvent avec l'acceptation tacite des agences de recrutement.

S'il est vrai que les Philippines disposent de plusieurs agences et mécanismes gouvernementaux visant à lutter contre la traite et les pratiques de travail abusives, il est rare qu'ils s'en prévalent car ils restent difficiles d'accès – et sont d'ailleurs parfois totalement inconnus des travailleurs exploités. Quoi qu'il en soit, le système juridique et la multitude de structures institutionnelles existantes ne semblent pas suffire à protéger les migrants d'abus en tous genres.

Préoccupée par cette situation, la CICM a lancé en 2014 un projet d'étude pour mieux comprendre le phénomène de la traite des personnes aux Philippines, afin aussi de promouvoir

le respect des droits des travailleurs migrants et d'encourager le développement de conditions de travail équitables. Créé en collaboration avec le Secrétariat de la Conférence épiscopale des Philippines, ce projet cherche à sensibiliser les travailleurs migrants avant leur départ, mais aussi et surtout les travailleurs sociaux et les églises locales sur les risques que ces migrants vont courir une fois à l'étranger. Le projet vise aussi à mieux faire connaître les services de protection existants et à informer les futurs migrants sur la validité des contrats et d'autres aspects juridiques liés au fait d'accepter un emploi à l'étranger.

En informant les travailleurs avant leur départ sur les risques potentiels qui les attendent dans les pays de destination, la CICM espère leur permettre de faire un choix mieux informé quant à leur départ et leur vie à l'étranger et d'éviter les abus dont ils risqueraient d'être victimes ; elle leur fournit aussi des informations pratiques sur les lieux où ils pourraient recevoir une assistance en cas de besoin. Enfin, cette étude a permis de formuler plusieurs recommandations pour la société civile et les églises locales afin qu'elles développent de nouveaux mécanismes d'aide et de plaidoyer pour lutter contre les abus et l'exploitation des travailleurs.

# Collaborer avec le HCR dans le cadre de la réforme de l'asile en Grèce

Stratégiquement située au carrefour des continents européen, asiatique et africain, la Grèce a toujours été une porte d'entrée vers l'Europe. Au cours de ces dernières années, le pays est devenu l'un des principaux points d'entrée pour les requérants d'asile, les réfugiés et les migrants qui fuient la guerre, les persécutions et la pauvreté qui ravagent l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie.

En 2014, plus de 43.000 réfugiés et migrants ont atteint les côtes grecques après un périlleux périple en Méditerranée, soit une augmentation de 280% par rapport à l'année précédente. Les guerres civiles et les autres conflits en Afrique et au Moyen-Orient n'étant pas près de toucher à leur fin, ce nombre va certainement encore augmenter. Ces nouveaux « boat people » – principalement Afghans, Érythréens, Palestiniens, Somaliens et Syriens – risquent leur vie en tentant de traverser la Méditerranée dans des embarcations bondées; leurs conditions de vie sont extrêmement précaires et ils sont souvent victimes d'individus sans foi ni loi qui font contrebande ou traite de migrants. Ceux qui atteignent les côtes grecques sont généralement dans un état de faiblesse extrême qui requiert des soins médicaux, psychologiques et sociaux urgents; ils ont aussi besoin de protection et d'informations. Pour pouvoir accueillir et assister un si grand nombre de réfugiés et de migrants, le gouvernement grec reçoit le soutien du HCR, de l'Union européenne et d'autres agences internationales.

Depuis 2010, la CICM collabore avec le HCR en Grèce en envoyant des experts hautement qualifiés aux divers points d'arrivée des migrants afin de soutenir le HCR dans son travail; elle apporte aussi ses conseils aux autorités locales pour consolider et faire progresser la réforme de l'asile en Grèce. Les experts de la CICM offrent assistance technique et formation aux autorités grecques, afin de renforcer leur système d'accueil et d'asile. Ils prodiguent également d'importants conseils sur les conditions d'accueil, les lois, l'analyse des informations sur le pays d'origine, les garanties de qualité des services, la gestion de projet et les communications.



Une collaboratrice du programme CICM-HCR aide des réfugiés et des migrants à s'enregistrer auprès du commissariat local sur l'île de Kos, Grèce. © HCR / Socrates Baltagiannis

En 2014, face à l'augmentation constante du nombre de migrants, de requérants d'asile et de personnes ayant besoin d'une protection internationale, la CICM a réagi avec souplesse et rapidité aux changements opérationnels et a envoyé ses experts dans les îles de la Mer Égée et du Dodécanèse, ainsi qu'en Crète, pour traiter les arrivées directement sur place. Ces nouvelles routes migratoires extrêmement dangereuses ont encore renforcé le besoin d'apporter protection et aide humanitaire aux personnes qui les empruntent.

Tout au cours de l'année, le personnel de la CICM a participé à plus de 7.000 séances destinées à fournir conseils et assistance technique au personnel représentant le gouvernement grec. Elle a informé les nouveaux arrivants de leurs droits et de leurs obligations, et distribué des biens non alimentaires essentiels à certains passages de frontière. Elle a aussi identifié les personnes ayant des besoins spécifiques (par exemple des enfants non accompagnés ou séparés de leurs parents) et leur a fourni l'accès à des services indispensables de soutien juridique, social et psychologique.



En 2014, 3.500 migrants et réfugiés ont perdu la vie en traversant la Méditerranée.

Le personnel de la CICM a conduit des séances d'informations auprès de 37.414 migrants et réfugiés.



En Grèce, 9.450 demandes d'asile ont été soumises.

Le personnel de la CICM a travaillé sur les dossiers de 7.400 demandeurs d'asile.



La CICM a sélectionné et dépêché 37 experts auprès des bureaux de terrain du HCR en Grèce.

# Plaider pour une meilleure coopération afin d'améliorer la **protection des migrants en mer**

L'action sur le terrain est bien sûr indispensable pour satisfaire les besoins du nombre croissant de réfugiés et de migrants qui traversent les mers pour se mettre à l'abri, ainsi qu'en quête d'un avenir meilleur, mais la CICM est aussi l'ardent défenseur d'une meilleure protection de ces personnes en mer, et elle plaide cette cause auprès des gouvernements et dans plusieurs enceintes régionales et internationales.



Opérations de sauvetage en mer dans le détroit de Sicile, Italie. © OIM / Francesco Malavolta

L'année 2014 a été marquée par une tragique augmentation du nombre de décès de réfugiés et de migrants en mer Méditerranée. Selon le HCR, quelque 3.500 migrants ont perdu la vie en tentant la traversée. Selon les données du Ministère italien de l'Intérieur, 170.000 migrants ont atteint clandestinement les côtes de l'Italie en 2014, et la plupart d'entre eux auront de fait été sauvés par l'opération navale italienne Mare Nostrum. Quand ces efforts de recherche et de sauvetage en Méditerranée ont été interrompus en novembre 2014 par manque de soutien financier des autres membres de l'UE, la CICM a plaidé fortement en faveur du renouvellement de ces opérations grâce à une meilleure coopération et un meilleur partage des responsabilités entre États européens.

Aux Nations Unies, à Genève et à New York, la CICM a participé à des réunions de haut niveau sur la protection en mer, en insistant sur l'urgence d'intervenir pour sauver des vies humaines et sur le besoin d'adopter un plan d'action complet pour résoudre le problème à plus long terme. Soutenue par son bureau européen à Bruxelles et par le Réseau MADE, la CICM a travaillé avec plusieurs partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux pour leur faire prendre conscience de la nécessité de trouver une réponse globale à ces tragiques événements.

En décembre, en partenariat avec les Missions permanentes du Saint-Siège et de l'Italie, la CICM a organisé une réunion vespérale au siège des Nations Unies, à

Genève. Intitulée « Sea Change », elle avait pour but d'aider le public à réfléchir sur les souffrances subies par les personnes qui risquent leur vie pour traverser la mer. Parmi les orateurs se trouvaient des représentants du HCR, de Save the Children et de la Marine italienne, ainsi qu'Abu Kurke Kabeto, un jeune Éthiopien ayant survécu à deux semaines à bord d'un bateau à la dérive en Méditerranée. Abu Kurke Kabeto, un des neuf survivants sur les 72 migrants et réfugiés qui se trouvaient à bord, a raconté sa douloureuse expérience et imploré la communauté internationale d'agir avec force.

Pour soutenir son travail de plaidoyer, la CICM a élaboré un ensemble de recommandations sur la protection en mer, lesquelles ont été ratifiées par 122 organisations de la société civile du monde entier. Ces recommandations ont été présentées en décembre lors du Dialogue du Haut-Commissaire sur la Protection en mer ; la CICM a profité de cette occasion pour faire une intervention orale demandant au Haut-Commissaire de ne pas renoncer aux actions et interventions qui peuvent sauver des vies en Méditerranée.

“ La mer était démontée. Cette nuit-là, deux hélicoptères se sont approchés. Nous pensions qu'ils allaient nous sauver mais au lieu de cela, ils nous ont lancé de l'eau et des biscuits. Il y avait 72 personnes à bord de notre embarcation et en trois minutes il ne restait ni eau ni biscuits. Nous avons brandi les deux bébés que nous avions avec nous, en suppliant les hommes de l'hélicoptère de les sauver. Mais ils nous ont seulement fait des signes de la main, nous faisant comprendre qu'ils reviendraient plus tard. Nous avons insisté : « S'il vous plait, s'il vous plait, sauvez les bébés ! » Mais ils sont partis et nous ne les avons jamais revus. Les bébés sont morts. ”

M. Abu Kurke Kabeto, réfugié éthiopien, l'un des neuf survivants d'un bateau qui a passé 16 jours à la dérive entre la Lybie et l'Europe avec 72 migrants et réfugiés à bord



# ASSISTANCE HUMANITAIRE

Les familles et les personnes isolées qui se voient obligées de fuir leur pays ravagé par les conflits, les violations des droits de l'homme ou les catastrophes naturelles, ont toutes les peines du monde à couvrir leurs besoins les plus élémentaires; elles souffrent de privations en tous genres et courent de grands risques.

La CICM offre aux familles et aux personnes vulnérables une assistance humanitaire et un soutien qui leur sont indispensables, en leur distribuant notamment des biens non alimentaires, en les aidant à payer leur loyer, en facilitant leur accès aux soins médicaux ou en leur fournissant les appareils médicaux dont elles ont besoin. Les programmes de la CICM sont élaborés avec soin afin de répondre aussi bien aux besoins urgents qu'aux attentes à plus long terme de leurs bénéficiaires; ce soutien se veut efficace et adapté aux besoins particuliers de chacun d'entre eux. Pour garantir l'efficacité et la durabilité de ses programmes, la CICM compte sur une combinaison de programmes d'identification des personnes vulnérables et de campagnes de sensibilisation communautaire, laquelle est complétée par un système d'orientation vers les personnes ou institutions les plus compétentes et l'accès à un vaste réseau de fournisseurs de services.

# Protéger la vie des plus vulnérables en **Syrie**: réfugiés irakiens et autres personnes déplacées

En 2014, la Syrie est entrée dans sa quatrième année de guerre civile, sinistre anniversaire pour l'une des pires catastrophes humanitaires de notre époque. Le nombre de civils innocents plongés dans les pires souffrances est saisissant: selon l'ONU, en 2014, 7,6 millions de personnes vivaient déplacées à l'intérieur du pays, tandis que 3,7 millions l'avaient fui et que 76.000 civils ont perdu la vie dans ce conflit.

Plus de la moitié de la population vit en situation d'extrême pauvreté; survivre en Syrie est devenu terriblement difficile. Les gens, les familles luttent pour leur survie dans un pays dévasté, profondément marqué par la destruction des infrastructures, la fermeture de nombre d'hôpitaux, la forte augmentation des prix des articles de première nécessité dans les marchés locaux, et les constantes pannes de courant, qui durent souvent des heures. De très nombreux Syriens ont cherché refuge dans les pays voisins, notamment dans le Nord de la Jordanie, au Liban et en Turquie.

“Ces produits sont très nécessaires et très importants pour nous. Les prix sont très élevés en ce moment. Grâce à ces articles de cuisine, je peux économiser de l'argent pour payer le loyer.”

Une Syrienne de 50 ans dont la famille a reçu des articles de cuisine de la CICM

De surcroît, l'hiver 2014 aura été particulièrement froid, de fortes chutes de neige se sont abattues sur le Moyen-Orient, avec des températures en-dessous de zéro. Cette vague de froid n'a fait qu'empirer la situation déjà précaire des réfugiés et des déplacés.

Malgré une situation humanitaire complexe qui touche tout le pays, la CICM – en étroite collaboration avec son partenaire local Terre des Hommes-Syrie – a continué, pendant toute l'année 2014, d'offrir une assistance humanitaire aux Syriens déplacés et aux réfugiés irakiens, à Damas et dans les zones rurales entourant la capitale. Le personnel de la CICM leur a distribué des articles adaptés aux rigueurs de l'hiver (couvertures, matelas, radiateurs électriques). Identifiés par la CICM, les plus vulnérables, isolés ou en famille, ont également reçu des kits de soins pour les bébés, des produits de nettoyage et d'hygiène pour les adultes, ainsi que des couches jetables pour les personnes âgées, les handicapés ou les malades. Ces produits de base les ont aidés à maintenir des conditions de vie personnelle et domestique saines malgré des logements insalubres et surpeuplés.

La CICM leur a aussi facilité l'accès aux soins médicaux. Les cas les plus graves ont reçu une aide médicale d'urgence, certains étant transférés à l'hôpital où leur ont été prodigués les soins médicaux ou chirurgicaux indispensables à leur survie. Les femmes enceintes ont été suivies pendant leur grossesse et assistées au cours de l'accouchement, les blessés ont été soignés et ont pu suivre un programme de physiothérapie pour leur rééducation, et les personnes ayant des besoins spécifiques ont reçu lunettes, appareils acoustiques ou chaussures thérapeutiques.

“Les biens que nous avons reçus pour l'hiver étaient de bonne qualité et suffisants pour toute la famille. Ils nous ont aidés à rester au chaud durant les froides nuits d'hiver.”

Une femme ayant reçu des biens non alimentaires pendant l'hiver 2014

La CICM a également fourni un soutien financier aux familles les plus vulnérables pour qu'elles puissent payer leur loyer, leur évitant ainsi d'être délogées. Cette aide au règlement du loyer a fortement réduit la vulnérabilité de nombreuses familles, les protégeant ainsi de toutes sortes de dangers y compris des mécanismes de compensation nuisibles.

Malgré les énormes difficultés rencontrées en terme de sécurité, de mobilité, de fourniture d'électricité et d'obtention des produits essentiels, la CICM a pu faciliter l'accès aux services de santé et distribuer des biens non alimentaires à ses bénéficiaires grâce à sa présence au sein même des communautés. Grâce à son solide partenariat avec Terre des Hommes-Syrie, les activités de la CICM ont pu se poursuivre quasiment sans interruption depuis le début du conflit. Aujourd'hui, la CICM est l'une des rares organisations internationales non gouvernementales qui apportent encore son soutien aux déplacés et aux réfugiés de Damas.



9.035 personnes ont reçu des biens non alimentaires, notamment des produits d'hygiène pour les enfants et les adultes.



1.865 personnes ont reçu des soins de santé primaires.



860 personnes ont été soignées en urgence à l'hôpital.



772 Syriennes ont été accompagnées pour des soins prénataux, pendant et après l'accouchement.



Réfugiés syrien kurdes à la frontière entre la Syrie et la Turquie, près de la ville de Kobané ©HCR / Ivor Prickett

# Fournir une assistance humanitaire aux réfugiés syriens et aux communautés d'accueil en **Jordanie**

Entre le début du conflit et fin 2014, plus de 622.000 Syriens se sont réfugiés en Jordanie, principalement au Nord du pays, dans les régions les plus proches de la frontière. Ces personnes déracinées vivent dans des abris de fortune ou sous tente, loin du confort d'un foyer digne de ce nom ; sans pouvoir satisfaire leurs besoins les plus élémentaires, ils sont souvent dans l'incapacité de travailler pour soutenir leur famille.



Une famille syrienne reçoit de l'aide de la CICM dans le district de Mafraq au nord de la Jordanie. © CICM /Bruce Byers

“ Par le passé, j'utilisais ma cuisinière pour chauffer la maison. Avec le radiateur que j'ai reçu, je peux garder ma maison au chaud sans craindre pour notre sécurité. Les cartouches de gaz sont très utiles, environ tous les 10 jours je mets une nouvelle recharge. ”

Une réfugiée syrienne vivant dans la région de Mafraq

Si ces réfugiés se trouvent dans une situation souvent désespérée, les communautés jordaniennes qui les accueillent ont également grand besoin de soutien : l'afflux massif de personnes provenant de la Syrie voisine a exercé une forte pression sur les infrastructures du pays, notamment en termes de logement et d'emploi. Et c'est ainsi que surgissent aujourd'hui bien des tensions entre communautés d'accueil et réfugiés.

En 2014, la CICM s'est attaquée à ce problème en intégrant 30% de bénéficiaires jordaniens dans toutes ses activités humanitaires dans la région. Les programmes de la CICM se sont adressés à plus de 6.300 familles, aussi bien syriennes que jordaniennes, certaines dans des zones rurales très difficiles d'accès et d'autres – la majorité – dans les régions proches de la frontière avec la Syrie, où le risque de voir le conflit s'étendre reste élevé. La CICM a aidé ces familles vulnérables en leur facilitant l'accès à un logement adéquat, en leur octroyant une aide au loyer, et en leur offrant des biens urgents non alimentaires, par exemple des produits d'hygiène pour bébés et jeunes enfants. Pendant l'hiver, la CICM a également distribué des articles particulièrement utiles à 1.525 familles de réfugiés syriens ou de citoyens jordaniens vulnérables, qui ont reçu des radiateurs à cartouches et des recharges, pour les aider à affronter les rudes mois de l'hiver.

Les moyens de protection des réfugiés qui existaient jusque là en Jordanie ont fortement diminué en 2014, entraînant

l'augmentation des coûts de santé pour les Syriens et une diminution de l'assistance alimentaire pour ceux vivant en dehors des camps ; pour ces derniers, le maintien de leur statut juridique dans le pays a également été rendu plus difficile. Pendant toute l'année 2014, la CICM s'est efforcée de fournir une assistance humanitaire directe aux familles extrêmement vulnérables ou isolées, malheureusement délaissées par d'autres organisations ayant dû réduire leurs services d'aide.

La CICM a également pu offrir une protection à des femmes et des enfants syriens grâce à son Centre de Protection à Mafraq, une zone urbaine située dans le Nord de la Jordanie et où habite aujourd'hui une forte population de réfugiés. Ce Centre – l'un des très rares de ce genre – propose un soutien psychologique et social aux femmes, aux jeunes filles et aux enfants qui, venus de Syrie, vivent dans des conditions particulièrement difficiles. De nombreuses activités y sont déployées : cours d'alphabétisation, activités éducatives et ludiques pour les enfants, ainsi que des ateliers visant à sensibiliser cette population aux risques qu'elle encoure si elle n'est pas protégée. Tandis que les mères participent à des discussions de groupe, les enfants peuvent jouer dans un espace où ils sont en sécurité, doté de jouets et de matériel didactique. En 2014, 759 réfugiées syriennes ont participé à des discussions de groupe portant sur la protection, et 1.425 enfants réfugiés ont pris part à diverses activités ludiques qui les ont aidés à oublier leurs difficultés et à mieux surmonter le traumatisme et l'angoisse.

“ Il m'est vraiment difficile d'exprimer mes émotions à mes enfants, puisque nous vivons tous sous beaucoup de stress. Je ne veux pas dire à mes enfants que j'ai peur à cause de notre situation financière, je veux qu'ils continuent à me voir comme un soutien solide. Les groupes de discussion m'ont beaucoup aidée : là je peux librement exprimer ce que je ressens. ”

Une participante aux discussions de groupe proposées par le Centre de Protection de la CICM à Mafraq



La CICM a identifié et évalué les besoins de plus de 31.500 Syriens et Jordaniens.



1.525 familles syriennes et jordaniennes ont reçu des biens adaptés à l'hiver, ce qui leur a permis de mieux faire face aux températures glaciales.



Plus de 300 familles ont reçu une aide au loyer.



3.649 enfants ont reçu des jouets et du matériel éducatif.



# RÉINSTALLATION DES RÉFUGIÉS

L'instabilité politique, les violations des droits de l'homme et les conflits entraînent le déplacement massif de populations entières. Selon les chiffres officiels de l'ONU, on décomptait en 2014 plus de 16 millions de réfugiés dans le monde. Ayant fui les persécutions ou d'autres graves violations de leurs droits, il leur est impossible de retourner dans leur pays d'origine et, dans de nombreux cas, l'intégration dans le pays où ils ont cherché asile n'est manifestement pas envisageable. Dans ce contexte, la réinstallation dans un pays tiers est souvent la seule solution viable.

On définit la réinstallation comme la sélection et le transfert de réfugiés d'un État dans lequel ils avaient trouvé un refuge temporaire vers un État tiers qui accepte de les accueillir de manière permanente. La réinstallation est un important mécanisme de protection pour les réfugiés et une forme de partage international des responsabilités entre les différents États.

# Diriger le Centre de Soutien à la Réinstallation pour la Turquie et le Moyen-Orient

La CICM dirige depuis les années 60 le Centre de Soutien à la Réinstallation pour la Turquie et le Moyen-Orient (CSR TuMO) par le biais de son bureau principal à Istanbul et de sa filiale de Beyrouth. En 2014, la CICM a aussi traité des dossiers depuis les Émirats Arabes Unis, le Koweït et le Yémen.

En partenariat avec le Département d'État des États-Unis, la CICM traite les candidatures de réfugiés communiquées par le HCR pour leur réinstallation aux États-Unis. Avec près de 100 collaborateurs et plus de 7.000 réfugiés réinstallés chaque année, le Centre de Soutien à la Réinstallation pour la Turquie et le Moyen-Orient est l'un des centres de réinstallation les plus importants au monde.

Les réfugiés dirigés vers la CICM prennent d'abord part à un entretien de présélection, au cours duquel les collaborateurs de la CICM recueillent des informations importantes sur leur biographie, leur situation familiale et les raisons les poussant à demander une protection internationale. Une fois toutes les données pertinentes recueillies, le dossier est transmis aux fonctionnaires du gouvernement étasunien, qui mènent alors un entretien décisif durant leurs visites périodiques à Istanbul et Beyrouth. Si leur candidature est approuvée, les réfugiés passent un examen médical. Ils suivent de plus des cours d'orientation culturelle, ce qui leur permet de se familiariser avec la culture, le système éducatif et le marché de l'emploi aux États-Unis, acquérant aussi les attitudes qui les aideront à s'intégrer dans leur nouveau pays.

La CICM collabore avec l'Organisation Internationale pour les Migrations dans l'organisation du départ des réfugiés dont la demande de réinstallation a été approuvée. À leur arrivée, les réfugiés sont accueillis et aidés par les communautés d'accueil, lesquelles les

soutiendront tout au long du processus d'intégration. Les agences privées et publiques, ainsi que les institutions religieuses et éducatives, collaborent afin de créer un environnement chaleureux qui facilitera la période d'ajustement culturel et d'autonomisation des réfugiés réinstallés.

En 2014, pour faire face au nombre croissant de cas transmis par le HCR, le bureau de la CICM à Istanbul a agrandi ses locaux

pour réaliser plus d'entretiens de présélection et pour pouvoir accueillir un plus grand nombre de réfugiés dans la salle d'attente; il a également recruté 20 collaborateurs supplémentaires.

Les activités du Centre de Soutien à la Réinstallation pour la Turquie et le Moyen-Orient sont financées par le Département d'État des États-Unis, Bureau de la Population, des Réfugiés et de la Migration (PRM).



Des enfants réfugiés au cours du processus de réinstallation; ils suivent des cours d'orientation culturelle au Centre de Soutien à la Réinstallation d'Istanbul. © CICM / Nathalie Perroud



7.365 réfugiés au total ont été réinstallés aux États-Unis.



Le CSR a réalisé une moyenne de 21 entretiens de présélection par jour.



4.339 adultes et 509 enfants ont participé aux cours d'orientation culturelle avant leur départ.



Les candidatures de réinstallation traitées par le CSR ont été soumises par des réfugiés d'origine syrienne (24%), irakienne (54%), iranienne (14%), afghane (5%) et d'autres nationalités (3%).

# Gérer le Programme de Déploiement de Personnel en Réinstallation CICM-HCR

Depuis plus de 15 ans, la CICM vient en aide aux réfugiés les plus vulnérables par le biais de son Programme de Déploiement de Personnel en Réinstallation. Géré en partenariat avec le HCR, le Programme se fonde sur une liste d'experts disposés à assumer des fonctions cruciales dans l'identification de réfugiés candidats à la réinstallation et la préparation et soumission de leur dossier de candidature.

Certains experts sont spécialisés dans l'évaluation de la situation et des besoins des enfants réfugiés; ils s'assurent que toutes les actions les concernant se déroulent dans l'intérêt supérieur de l'enfant. D'autres possèdent une réelle expertise dans l'évaluation de la validité de la demande des requérants d'asile. La liste comprend ainsi presque 400 professionnels qualifiés, d'origines professionnelles diverses, prêts à être déployés rapidement sur les terrains d'opérations du HCR en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie et en Amérique Latine, chaque fois que leurs interventions sont nécessaires.

“ Au cours des trois dernières années, nous avons réussi à dépasser nos objectifs de réinstallation. Ce résultat est dû en grande partie au soutien et à l'excellent travail des experts déployés par la CICM. ”

Stanley Miseleni, Responsable du sous-bureau du HCR, Shire, Éthiopie



Jason Bell, expert de la CICM en protection des enfants à Shire, Éthiopie, auprès d'enfants réfugiés érythréens.  
© CICM / Nathalie Perroud

Depuis la création du programme en 1998, la CICM a déployé dans les bureaux de terrain du HCR, dans le monde entier, plus de 1300 experts en réinstallation, protection des enfants et détermination du statut de réfugié; cela fait de la CICM l'un des principaux partenaires du HCR en nombre de collaborateurs. Avec le personnel d'autres organisations partenaires, les experts de la CICM sont responsables d'environ la moitié de tous les dossiers de réinstallation soumis par le HCR. Leur contribution est donc essentielle et permet de s'approcher des objectifs mondiaux de réinstallation fixés chaque année.

En 2014, les experts de la CICM ont soumis les dossiers de près de 74.000 réfugiés candidats à la réinstallation pour examen par le HCR. Les principaux pays d'origine de ces réfugiés sont l'Érythrée, la République Démocratique du Congo, la Somalie, le Soudan et la Syrie.

Parmi eux se trouvaient plus de 18.000 réfugiés syriens, dont la plupart sont candidats à la réinstallation aux États-Unis, au Canada et en Allemagne.

Les experts de la CICM ont également prodigué une formation au personnel de terrain du HCR, mis au point des procédures se fondant sur les meilleures pratiques concernant la protection des enfants, aidé à la rédaction de stratégies nationales de protection de l'enfance, et offert leurs conseils aux partenaires nationaux et internationaux.

Le Programme de Déploiement de Personnel en Réinstallation CICM-HCR est financé par le HCR et le gouvernement du Canada par le biais de son Département de la Citoyenneté et de l'Immigration (CIC).



En 2014, la CICM a envoyé 172 experts dans 69 bureaux de terrain du HCR situés dans 33 pays. 60% de ces experts ont travaillé en Afrique, souvent dans des conditions difficiles.



L'équipe d'experts de la CICM était composée de 400 professionnels qualifiés en matière de réinstallation, protection des enfants et détermination du statut de réfugié.



Les experts en protection de l'enfance ont évalué près de 10.000 mineurs non accompagnés ou séparés de leur famille. Parmi eux, près de 8.000 cas ont été transmis comme candidats à la réinstallation.

# Promouvoir la réinstallation des réfugiés en Europe

Depuis 2005, le Bureau de la CICM-Europe a travaillé à la promotion de la coopération, de la mise en réseau et du partage d'expériences sur la réinstallation en Europe, et depuis 2012, elle le fait en particulier par le biais du Réseau Européen de Réinstallation (RER).

Géré en partenariat avec le HCR et l'OIM et soutenu par l'Union européenne, le Réseau Européen de Réinstallation est un réseau ouvert à tous qui œuvre au développement de la réinstallation en Europe, en mettant en contact toute une gamme d'acteurs concernés. Ses membres partagent le même engagement en faveur de la protection des réfugiés et de leur réinstallation; ils contribuent à l'élaboration de solutions durables et s'engagent pour que ceux qui sont réinstallés en Europe soient soutenus dans leurs efforts d'intégration et aient la possibilité de devenir des citoyens à part entière dans leur pays d'accueil.

On trouve parmi les membres du RER des gouvernements locaux, nationaux et régionaux, des organisations internationales, des organisations de la société civile, des bénévoles et des universitaires. Ils travaillent ensemble pendant toutes les étapes du processus de réinstallation : identification et sélection des réfugiés, assistance et orientation culturelle avant le départ, voyage, accueil à l'arrivée, et finalement intégration dans le pays de destination.

Le site web du Réseau Européen de Réinstallation, [www.resettlement.eu](http://www.resettlement.eu), contient toutes les informations mises à jour sur les politiques, les structures et les initiatives relatives à la réinstallation en Europe. Le Réseau héberge également une communauté de pratique, un forum online permettant les échanges entre membres sur les sujets de leurs choix concernant la réinstallation et l'intégration des réfugiés, ainsi qu'une banque de données de contacts, qui store les données d'environ 3.000 personnes et institutions actives dans le domaine de la réinstallation.

En novembre 2014, le Réseau Européen de Réinstallation a organisé une conférence à Bruxelles pour débattre des résultats déjà obtenus, mais aussi des objectifs et des futures priorités de l'UE dans le domaine de la réinstallation. La réunion, intitulée « Réinstallation européenne – Consolidation et nouvelles possibilités de protection », a également permis d'étudier les nouveaux mécanismes d'admission mis sur pied par l'Union européenne afin de mieux répondre à l'afflux massif de réfugiés en provenance de Syrie. Quelques semaines plus tard, la CICM et d'autres ONG ont envoyé une lettre ouverte à l'Union européenne et à ses États membres, les enjoignant à s'engager concrètement en faveur des admissions à titre humanitaire et de la réinstallation d'un plus grand nombre de réfugiés syriens.



Une mère syrienne et son enfant ; ils ont fui la guerre et ont trouvé refuge en Turquie ; la demande de réinstallation en France a été acceptée. © HCR / Jason Tanner

# Plaider pour l'augmentation de places de réinstallation pour les réfugiés syriens

Pendant toute l'année 2014, la CICM a maintenu son plaidoyer en faveur de la réinstallation et d'autres formes d'admission pour les réfugiés syriens.

La CICM-Europe a mené à bien de nombreuses activités de plaidoyer et de sensibilisation afin d'obtenir de nouveaux espaces pour les Syriens en Europe, notamment par la réinstallation, l'admission à titre humanitaire, la réunification des familles élargies, les parrainages communautaires, les visas humanitaires et les visas d'étudiants. Dans le cadre de la campagne « La réinstallation sauve des vies », lancée en 2012 par différentes ONG, la CICM-Europe a aussi organisé de nombreux événements de plaidoyer en partenariat avec plusieurs organisations européennes.

À l'occasion de la Journée mondiale du réfugié, en juin, le Conseil Européen sur les Réfugiés et l'Exil (ECRE) – dont la CICM est membre – a remis au Parlement européen une pétition intitulée « Europe Act Now! » (Europe : agis maintenant !). Également en juin ainsi qu'à la fin de l'année, la CICM a participé aux conférences ministérielles organisées par le HCR à Genève, où les États étaient amenés à annoncer leurs engagements formels et chiffrés concernant la réinstallation de réfugiés syriens.

Aux États-Unis, la CICM a collaboré étroitement avec Refugee Council USA et la Conférence épiscopale catholique (USCCB) pour encourager le gouvernement étasunien, le HCR et les gouvernements des pays voisins de la Syrie à améliorer l'identification et la sélection des réfugiés ayant le plus besoin de la protection qu'offre la réinstallation, et à transmettre rapidement aux États-Unis les dossiers de ces réfugiés afin d'augmenter le nombre de réfugiés syriens pouvant être admis dans ce pays.

En septembre 2014, le Responsable du Bureau de liaison de la CICM à Washington a accompagné une délégation de la Conférence épiscopale catholique (USCCB) en mission en Turquie. La délégation a visité l'ambassade des États-Unis en Turquie et le bureau du HCR à Ankara, et a rencontré les principaux responsables du gouvernement turc afin de débattre des difficultés rencontrées en matière de réinstallation de réfugiés aux États-Unis et de travailler ensemble à leur résolution. L'USCCB a publié un rapport contenant les principales conclusions de cette mission et plusieurs recommandations ; ce rapport largement diffusé est intitulé « Refuge and Hope in the Time of ISIS » (Refuge et espoir au temps de Daesh).

Au retour de cette mission, la CICM a participé aux réunions organisées avec le gouvernement étasunien pour soutenir et faire adopter les recommandations proposées. Elle a insisté sur l'urgence d'identifier et de réinstaller en priorité les enfants syriens non accompagnés, ainsi que les jeunes filles victimes de la traite à but d'exploitation sexuelle. Pendant l'année 2014, la CICM a aussi contribué au témoignage porté par l'USCCB devant le Congrès à propos de la réinstallation de réfugiés syriens, où elle a plaidé en faveur d'une augmentation du nombre d'admissions face à l'urgence de la situation. Et en juillet 2014, la CICM a participé à une table ronde sur la réinstallation de réfugiés syriens lors de la Conférence nationale sur les migrations de l'USCCB.

Le Bureau de liaison de la CICM à Washington continue d'attirer l'attention, par des conférences et des séances d'information, sur le sort des minorités religieuses et des enfants non accompagnés, demandant fermement au HCR d'identifier les mesures les plus appropriées pour protéger les quelque 5000 enfants et jeunes syriens non accompagnés qui vivent actuellement en Jordanie, au Liban et en Turquie.

“ Les enfants ont peur d'aller à l'école à cause des bombes et des obus de mortier qui tombent constamment sur les bâtiments scolaires. Les parents se trouvent face à un terrible dilemme : soit ils gardent leurs enfants à la maison, mais n'apprennent rien, soit ils les envoient à l'école – avec le risque de ne jamais les revoir. C'est vraiment un choix difficile. ”

Un membre de l'organisation Terre des Hommes-Syrie, partenaire de la CICM



Plus de la moitié de la population syrienne a été déplacée par la guerre.



Fin 2014, 3,7 millions de Syriens étaient enregistrés en Turquie, dans le Moyen-Orient et en Afrique du Nord.



On estime à 5.000 les mineurs syriens non accompagnés vivant actuellement en Jordanie, au Liban et en Turquie.



# MIGRATION ET DÉVELOPPEMENT

La migration est intimement liée à l'état économique de la planète et au bien-être des hommes qui l'habitent. Quand un pays n'offre plus de possibilités de développement économique à ses citoyens, ceux-ci émigrent dans l'espoir de trouver un emploi ailleurs dans un autre pays. En 2014, il y a plus de 232 millions de migrants dans le monde. Ces migrants apportent leurs compétences, leur force de travail et le capital humain dont ont besoin les marchés du travail des pays de destination, et renvoient grande partie de leurs gains à leur famille restée au pays. Ces envois d'argent jouent à leur tour un rôle essentiel dans l'économie nationale du leur pays d'origine et représentent souvent une part importante de son PIB.

Les migrants sont nécessaires pour combler des déficiences démographiques ou le manque de main-d'œuvre des pays de destination. Pourtant, ils y sont souvent victimes d'abus en tous genres, d'exploitation et de discrimination. Par ses réseaux et par ses activités politiques, la CICM s'engage dans le monde entier, aux côtés de la société civile, des gouvernements, des agences internationales et du secteur privé, pour que des politiques de protection des travailleurs migrants et de leurs familles soient adoptées et appliquées efficacement sur le terrain.

# Promouvoir le développement économique, une meilleure éducation et la réduction des risques en cas de catastrophe naturelle au **Pakistan**

Le Pakistan n'est pas seulement l'un des principaux pays d'accueil de réfugiés du monde entier, il doit aussi faire face à de nombreuses difficultés sociales et économiques qui lui sont propres. En outre, sa position géographique le prédispose aux catastrophes naturelles, telles que les inondations ou la sécheresse. Ses reliefs montagneux rendant quasiment inaccessibles certaines régions du pays, les dégâts provoqués aux infrastructures et aux bâtiments par les catastrophes naturelles ont des conséquences dramatiques sur la vie de ses habitants et peuvent détruire complètement les économies locales.

En 2014, les activités de développement de la CICM au Pakistan se sont concentrées sur deux fronts : la réduction des risques en cas de catastrophe naturelle, et l'éducation et la formation. Dans ce dernier domaine, elle a facilité l'accès des adultes à l'emploi en leur dispensant une formation professionnelle, et elle a amélioré l'accès des enfants à l'éducation de base, en reconstruisant des écoles et en donnant des cours de langue aux enfants réfugiés.

Au Pakistan, la CICM travaille à la prévention des catastrophes naturelles et à la réduction de leurs conséquences négatives depuis le tremblement de terre de 2005. En 2014, la CICM a soutenu les communautés vulnérables vivant dans des zones exposées aux catastrophes naturelles pour les aider à se préparer aux inondations et aux séismes, afin de réduire le risque que ces catastrophes aient lieu et d'en atténuer les conséquences négatives. En collaboration avec ses partenaires locaux, la CICM a distribué des kits de réduction des risques, restauré des infrastructures essentielles, élaboré des plans de sécurité pour les écoles et levé des cartes pour déterminer les zones les plus exposées aux risques. Ces activités de Réduction des risques en cas de catastrophes naturelles ont aussi consisté en séances de sensibilisation aux questions de santé et d'hygiène, afin notamment d'améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, ainsi que des ateliers de préparation pour que ces communautés développent leur propre réponse en cas d'urgence. Les volontaires du développement communautaire et les comités de gestion des catastrophes ont reçu une formation spécialisée pour leur permettre de réagir efficacement le moment venu.

Quant un éboulement de terrain a frappé le village de Mian Kalay dans le district de Shangla, en avril 2014, la communauté locale a su réagir immédiatement grâce au Comité de gestion des catastrophes et à la mobilisation de tous les villageois. Le Comité a su gérer la situation avec méthode et efficacité : demandant à chacun de contribuer à l'effort, il a distribué les outils nécessaires et les travaux d'excavation et de sauvetage auront été menés à bien dans l'ordre et le calme. Les femmes et les enfants des familles atteintes ont été transférés dans d'autres maisons, où on leur a fourni un abri, de la nourriture et un soutien psychosocial, tâche d'assistance fournie par les femmes du Comité de gestion des catastrophes. Cet exemple prouve que les activités de sensibilisation et de formation renforcent l'efficacité et la résilience des communautés locales, leur permettant de mieux faire face aux conséquences d'une catastrophe naturelle.

Dans le domaine de la génération de revenus, la CICM est venue en aide aux réfugiés afghans et aux communautés pakistanaïses qui les accueillent dans le district de Charsadda. Ce projet, lancé en 2014, et qui continuera tout au long de l'année 2015, vise à améliorer leur accès à l'emploi par un ensemble de mesures : formation professionnelle, soutien à la création et au développement de petites entreprises, fourniture d'outils, octroi de micro-crédits et mise en contact avec des employeurs potentiels. En collaboration avec des instituts locaux de formation technique, la CICM a identifié 600 personnes, réfugiés afghans ou membres des communautés locales, qui vont pouvoir suivre une formation professionnelle en 2015. La moitié des bénéficiaires

sont des femmes, afghanes et pakistanaïses, pour lesquelles quatre centres de formation ont été créés spécifiquement. La formation vise à leur donner des compétences répondant aux besoins du marché : par exemple la cordonnerie, la broderie, la couture et le tissage pour les femmes, l'électricité, la mécanique moto et auto et la plomberie pour les hommes. Les bénéficiaires de ces cours acquièrent ainsi des compétences techniques qu'ils peuvent immédiatement mettre en œuvre pour gagner de l'argent. La CICM a aussi identifié des employeurs potentiels auprès de qui les étudiants pourront trouver un emploi après leur formation. C'est donc par la formation professionnelle, l'aide à la recherche d'emploi et les rapports directs avec les entreprises existantes que la CICM stimule le développement économique du district de Charsadda au Pakistan.

Dans le district de Nowshera, la CICM a lancé un projet de réhabilitation de quatre écoles gouvernementales, dans le but d'améliorer le taux d'inscription scolaire des enfants, notamment des fillettes et des réfugiés afghans. Ce projet vise aussi à favoriser l'acceptation des enfants réfugiés afghans dans les écoles publiques, pour renforcer la cohésion sociale entre réfugiés et communautés locales. La CICM a notamment créé des laboratoires informatiques pour les étudiants et les enseignants, offert des fournitures scolaires et mis sur pied des associations regroupant parents d'élèves et enseignants pour renforcer le lien entre l'école et la communauté.



En 2014, la CICM a donné une formation professionnelle répondant aux besoins du marché à 600 personnes, dont 50% de femmes.



La CICM a organisé 16 ateliers de sensibilisation à la réduction des risques en cas de catastrophes naturelles dans des communautés préalablement sélectionnées, auxquels ont participé 389 personnes, dont 134 femmes.



92 adultes et 408 enfants en âge scolaire ont suivi des formations dans leur communauté locale sur l'eau, les systèmes sanitaires et l'environnement.



Quelque 500 enfants scolarisés ont participé à des exercices de délimitation des zones exposées aux risques et d'élaboration de plans de sécurité pour leur école, ce qui les a préparés à bien réagir en cas de catastrophe naturelle.



Des apprenties cordonnières au cours d'un atelier au Centre de formation pour femmes de Haleem Aabad dans le district de Charsadda, Pakistan.  
© CICM / Ayoub Gohar

# Protéger les travailleurs migrants et aider les personnes âgées

La démographie européenne est marquée par l'âge toujours plus élevé de sa population : la plupart des pays ont un taux de fertilité stagnant ou en déclin, alors que l'espérance de vie est toujours plus élevée. Au vu des coûts élevés des soins en institution médicalisée et du désir des personnes âgées de rester chez elles le plus longtemps possible, de nombreuses familles ont invité des migrants – parmi lesquels de nombreuses femmes d'Europe de l'Est – à prendre soin de leurs parents. Malheureusement, ce travail est souvent réalisé de manière peu appropriée, les travailleurs à domicile étant engagés sans formation ni reconnaissance légale de leur travail, ce qui les met à la merci d'employeurs qui commettent sur eux des abus.

Afin de répondre au besoin croissant de personnel paramédical qualifié pour accompagner les personnes âgées en Europe et, parallèlement, de protéger les migrants travaillant dans le secteur de l'accompagnement à domicile, réduisant ainsi la migration clandestine, la CICM a lancé le programme « ICMC Cares ». Ce programme permet le recrutement et la sélection de professionnels d'Europe de l'Est, qui reçoivent une formation certificative et sont soutenus dans leur recherche d'un emploi digne dans l'aide aux personnes âgées, notamment celles qui sont atteintes de maladies neuro-dégénératives. « ICMC Cares » vérifie que tous ces travailleurs trouvent un emploi d'accompagnement à domicile dans un cadre juridique adapté et sont intégrés dans le marché formel du travail.

Développé sous la forme d'un partenariat public-privé, « ICMC Cares » est géré en collaboration avec les administrations publiques régionales, les agences de placement, les instituts de formation et les hôpitaux privés d'Europe de l'Est. Ce programme est mis sur pied par la Fondation CICM-Europe de l'Est, qui est enregistrée en Pologne comme agence de recrutement, tandis que le siège de la CICM en Suisse est responsable de fournir le soutien nécessaire et la coordination des différents partenaires. La Fondation est enregistrée sous le haut patronage de M. Józef Jodlowski, Président de l'Euro-région des Carpates.

En 2014, la CICM a lancé sa première session de formation en accompagnement à domicile dans la région des Carpates, en Pologne. L'administration régionale de l'emploi a enregistré

la candidature de 170 personnes désireuses de participer à cette première phase du programme. En 2015, la CICM et ses partenaires prévoient de proposer une formation à un plus grand nombre de candidats et, au cours des années prochaines, « ICMC Cares » cherchera à développer ses activités dans plusieurs pays européens.



“ICMC Cares apporte un réel espoir aussi bien aux candidats sélectionnés qui acquièrent de nouvelles compétences professionnelles qu'aux personnes âgées ou malades qui vont recevoir des soins de qualité. Nous désirons exprimer notre gratitude pour toutes les activités de recrutement de candidats de l'Euro-région des Carpates, pour le soutien et la protection que ce programme offre à ces travailleurs, ainsi que pour les avantages que ce projet apportera à la Pologne et à l'étranger.”

M. Józef Jodlowski, Président de l'Euro-région des Carpates, lors de l'inauguration officielle de « ICMC Cares » en Pologne



En 2014, « ICMC Cares » a reçu la candidature de 170 personnes désireuses de participer à la première phase du programme.



95% des candidats étaient des femmes, âgées de 25 à 55 ans.



Les 25 premiers candidats ont reçu une formation prodiguée par la CICM et ses partenaires.

# Présider une institution de micro-financement au Kosovo

Les conflits qui ont ravagé l'ex-Yougoslavie dans les années 1990 ont forcé de nombreuses personnes à fuir leur foyer pour échapper à la violence et chercher refuge en Europe de l'Ouest. Le « Kosovo Enterprise Program » (Programme entrepreneurial pour le Kosovo - KEP), fondé en 1999 par la CICM, a été créé vers la fin du conflit au Kosovo dans le but de faciliter leur retour au pays.

L'une des principales difficultés rencontrées par la population kosovare après la guerre était d'obtenir l'argent nécessaire pour lancer ou relancer une activité économique. La CICM a donc décidé de soutenir les entrepreneurs individuels ou chefs de très petites entreprises à l'aide de microcrédits, pour qu'ils puissent reconstruire leur maison ou acheter des semences et des équipements, et cela surtout dans les zones rurales. Cet accès à de petits emprunts a été très apprécié par la population et a grandement participé à la reprise des activités économiques au Kosovo. Au fil du temps, le « Kosovo Enterprise Program » s'est agrandi et s'est transformé en une entité autonome, KEP Trust, qui est aujourd'hui la principale ONG de micro-financement au Kosovo. KEP Trust fournit des services financiers à des parti-

culiers et à de petits entrepreneurs, ainsi qu'à des groupes marginalisés ou défavorisés.

Le fait d'aider les Kosovars à rentrer dans leur pays et à se développer économiquement de manière autonome a non seulement contribué à la reconstruction d'une nation déchirée par la guerre, mais il a aussi joué un rôle important en faveur de la cohésion sociale et de la solidarité. Le modèle proposé au Kosovo prouve que la création d'emplois dans un pays réduit fortement le nombre d'émigrants économiques: la chance que donne l'accès à une source supplémentaire de revenus, même pour un petit montant, peut avoir une sérieuse influence sur la décision de rester au pays ou d'émigrer vers l'étranger. Grâce au programme KEP, les bénéficiaires ont réussi à devenir moins vulnérables

et, par la suite, à gagner l'accès au système bancaire traditionnel.

En 2014, KEP Trust a apporté ses services à plus de 11.000 bénéficiaires. Concernant sa gestion, le Conseil d'administration de KEP – présidé par le Secrétaire Général de la CICM – a exploré la possibilité de travailler en partenariat avec d'autres institutions de micro-financement au Kosovo. Dans les prochaines années, sous mandat du Secrétaire Général de la CICM, KEP va agrandir son portefeuille de micro-financements, soutenir la création d'emplois au Kosovo, explorer les possibilités de renforcer ses activités sociales et, in fine, améliorer les conditions de vie des gens, notamment les plus marginalisés ou défavorisés en zones rurales.



Nombre de crédits octroyés: 141.939.



Montant moyen des crédits: 2.109 € (environ 2.300 US\$).



Portefeuille en cours total: 18.053.708 € (environ 20 millions US\$).



Femme albano-kosovare du village de Dranoc, Kosovo. Les villageois ont subi de lourdes pertes au cours du conflit du Kosovo de 1999. Photographie: iStock

# Coordonner le Réseau Migration et Développement de la Société Civile (MADE)

En collaboration avec ses partenaires de la société civile au Chili, au Mexique, aux Pays-Bas, aux Philippines et au Sénégal, la CICM a lancé le réseau mondial Migration et Développement de la Société Civile (MADE) en janvier 2014. MADE est une plateforme de travail ouverte aux organisations de la société civile qui s'y réunissent par réseaux régionaux ou mondiaux pour comparer leurs expériences, collaborer et modifier les politiques et les pratiques qui affectent les migrants et les membres des diasporas, et ce dans le but de garantir le plein respect de la dignité humaine, des droits de toutes les personnes, de la solidarité, du bien commun et de la cohésion sociale dans les communautés et les pays du monde entier.



Cofinancé jusqu'en 2016 par l'Union européenne ainsi que par la CICM et ses donateurs, le principal objectif de MADE est de stimuler ou de renforcer les organisations de la société civile qui travaillent sur les sujets brûlants du domaine de la migration et du développement: migration en toute sécurité, développement durable, travail décent et protection sociale, ainsi que respect des droits de tous les migrants et des membres de leur famille. MADE plaide pour que soient supprimées ou modifiées grand nombre de

pratiques abusives dans le recrutement, le placement et l'emploi de travailleurs migrants. Il soutient également l'organisation des migrants et des diasporas pour qu'ils participent plus activement aux prises de décisions politiques et aux initiatives économiques ou entrepreneuriales.

Tous ces sujets ont été identifiés comme prioritaires en octobre 2013, quand la société civile du monde entier a présenté une

publication qui devait s'avérer déterminante: son « Plan d'action sur 5 ans et en 8 points pour la collaboration avec les gouvernements », lors du Dialogue de haut niveau sur la Migration et le Développement de l'Assemblée générale de l'ONU. La CICM a joué un rôle important en se chargeant de la coordination de la société civile pour formuler ce Plan d'action. Le nouveau réseau MADE de la société civile est né en 2014, « année 1 » du Plan d'action, pour faire connaître ces priorités aux niveaux local, régional et mondial.

Sur le plan régional, MADE est composé d'importants réseaux qui lient entre elles les organisations de la société civile et les mobilisent pour obtenir des changements concrets sur le terrain, dans le pays et au-delà des frontières. Les réseaux régionaux de MADE sont coordonnés par Caritas-Sénégal en Afrique; le Réseau International de Migration et Développement et le Réseau International Scalabrinien de Migration – avec l'assistance de la Fundación Scalabrini – en Amérique Latine et aux Caraïbes; Migrant Forum en Asie et la CICM-Europe en Europe.

Sur le plan mondial, MADE, et la CICM en tant que Bureau mondial de coordination, organisent les activités des organisations de la société civile dans le monde chaque fois que des gouvernements et des agences internationales se réunissent pour prendre des décisions dans ce domaine. MADE coordonne notamment les activités de la société civile lors du Forum Mondial sur la Migration et le Développement (FMMD), qui réunit des décideurs politiques représentant un vaste éventail d'agences gouvernementales, de l'ONU et d'autres organisations internationales, d'entreprises privées, d'universités et d'organisations de la société civile pour

“ Par le biais du Réseau MADE, nous espérons obtenir [...] des changements de politiques au bénéfice des gens sur le terrain, afin de prévenir la migration forcée, de protéger les migrants, de promouvoir leurs droits et de renforcer leur poids dans la société. Ces politiques devront être appliquées et soutenues par un changement de perception sociale, afin que les migrants soient considérés comme des acteurs et non comme des objets du développement, aussi bien chez eux qu'à l'étranger. ”

Bob van Dillen, Coordinateur du Groupe de travail « Gouvernance mondiale de la migration et du développement », Cordaid (organisation partenaire de MADE)

traiter des principales questions liées à la migration et au développement de manière pratique et orientée vers l'action.

Sur le plan thématique, trois nouveaux groupes de travail mondiaux au sein de MADE définissent les priorités et préparent l'avenir de la migration, à savoir : « Migration de main-d'œuvre et recrutement », mené par Migrant Forum en Asie ; « La diaspora et les migrants dans le développement », organisé en 2014 par le Centre en politique de la Diaspora Africaine (ADPC) ; et « Gouvernance mondiale de la migration et du développement », coordonné par l'ONG de développement néerlandaise Cordaid.

En 2014, MADE a pris la tête d'un groupe de quelque 40 organisations de la société civile pour fixer « l'Agenda de Stockholm », un ensemble de 9 objectifs et 21 cibles destinés à inclure les migrants et la migration dans les nouveaux objectifs nationaux et internationaux de développement, qui remplaceront les « Objectifs de Développement du Millénaire » de l'ONU échus en 2015. « L'Agenda de Stockholm » a été ratifié par 312 organisations du monde entier et présenté au Secrétaire Général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, à l'Union européenne, ainsi qu'aux principaux gouvernements et agences internationales concernés.

En collaboration avec le Comité des ONG sur la Migration, de New York, MADE a promu la campagne de la société civile « Sea Change » pour améliorer la protection des migrants en mer. La campagne a été soutenue par 122 organisations du monde entier et présentée en décembre 2014 à la communauté internationale à l'occasion du Dialogue sur la Protection en Mer organisé par le Haut-Commissaire pour les Réfugiés.

Sur le plan régional, les réseaux ont organisé de nombreuses rencontres de la société civile, en Afrique (Dakar), en Asie (Amman, Kuala Lumpur) et en Amérique Latine (Mexico, Buenos Aires, Lima) pour traiter de la migration en sécurité, du développement humain, d'un recrutement juste et d'autres points abordés dans le « Plan d'action sur 5 ans et en 8 points » de la société civile. Ces rencontres ont donné un nouvel élan à la collaboration de la société civile et renforcé son poids auprès des gouvernements, aussi bien lors de consultations régionales que lorsqu'il s'agit d'adopter de nouvelles politiques nationales concernant la migration et le développement.

Outil fondamental pour renforcer les communications en réseau et faire porter plus loin et plus fort la voix de la société civile, MADE a créé une banque de données mondiale des personnes et institutions pertinentes. Elle contient actuellement plus de 2.300 adresses individuelles et plus de 500 profils détaillés d'acteurs engagés dans les questions de migration et de développement, travaillant notamment dans des ONG, des syndicats, des universités et des gouvernements, ainsi que des migrants et des groupes de migrants, et ce dans plus de 100 pays. Cette banque de données offre une base solide pour agrandir le réseau, atteindre de nouveaux acteurs et de nouvelles régions, identifier les carences et communiquer régulièrement avec les principaux acteurs en anglais, en espagnol et en français.



Le Réseau MADE de la CICM a pris la tête d'un groupe de quelque 40 organisations de la société civile pour fixer « l'Agenda de Stockholm », qui a gagné le soutien de 312 organisations du monde entier.

MADE a promu la campagne de la société civile « Sea Change » pour améliorer la protection des migrants en mer, laquelle a été ratifiée par 122 organisations dans le monde.



La banque de données mondiale des personnes et institutions contient plus de 2.300 adresses individuelles et plus de 500 profils détaillés d'acteurs dans plus de 100 pays.

# Coordonner les activités de la société civile pendant le Forum Mondial sur la Migration et le Développement (FMMD)

Le Forum Mondial sur la Migration et le Développement (FMMD) rassemble chaque année 150 gouvernements et 200 organisations de la société civile, venus du monde entier pour débattre des politiques et des pratiques affectant les migrants, leurs familles, et les pays d'origine, de transit et de destination.

Les participants sont des décideurs politiques représentant des agences gouvernementales, des organisations onusiennes, des ONG, des syndicats, des entités du secteur privé, des universités, ainsi que des groupes de migrants et de la diaspora.

Pendant ce Forum Mondial, les États et la société civile ont l'occasion de débattre des grandes questions concernant la migration et le développement, de partager leurs expériences et de renforcer leur coopération en faveur de changements concrets.

Depuis 2011, la CICM a coordonné les activités de la société civile du monde entier, pendant la préparation et durant le FMMD. Pendant les deux « Journées de la société civile » du Forum lui-même, qui ont lieu juste avant un « Espace commun » avec les gouvernements et deux « Journées des gouvernements », les organisations de la société civile discutent des points principaux affectant les migrants et élaborent des recommandations qui seront présentées aux gouvernements.

En 2014, le Forum Mondial sur la Migration et le Développement a eu lieu à Stockholm, en Suède. Pour coordonner les « Journées de la société civile », la CICM a travaillé directement avec un Comité international de pilotage, composé de 34 leaders de la société civile en matière de migration et de développement, et en étroite coopération avec un éventail de partenaires représentant les migrants et les diasporas, les défenseurs des droits de l'homme, les travailleurs, les agences de développement, les milieux universitaires et le secteur privé.

Au cours des deux jours consacrés à la réunion de la société civile, les délégués ont délibéré, en plénière et en séances de travail, sur le thème central « Donner forme aux objectifs de la

Migration et du Développement : mouvement mondial, changement local ». Ce thème reflétait la priorité accordée par la société civile au fait que les résultats du FMMD de 2012 (ainsi que ceux du Dialogue de haut niveau sur la Migration Internationale et le Développement organisé par l'Assemblée générale de l'ONU en 2013, notamment le « Plan d'action sur 5 ans en 8 points » proposé par la société civile) soient traduits par le FMMD 2014 en objectifs et en cibles, avec des indicateurs pour leur application locale ; en somme, qu'ils soient mis en pratique pour apporter des changements concrets sur le terrain. Le programme de la société civile a été structuré autour des thèmes suivants : mobilité des travailleurs, droits des travailleurs et travail décent, protection des migrants et de leur famille, autonomisation des migrants et des communautés en faveur de l'intégration sociale et du développement humain, et enfin incorporation des migrants et de la migration dans l'Agenda et les Objectifs de Développement Durable post-2015 (qui remplaceront les « Objectifs du Millénaire »).

Les « Journées de la société civile » du FMMD ont réuni 202 délégués de la société civile de 50 pays du monde entier, dont plus de la moitié étaient des migrants. 125 représentants de gouvernements, d'organisations internationales, des médias et d'autres invités et observateurs ont également participé au programme de la société civile. L'un des principaux résultats est une déclaration unifiée de la société civile du monde entier, présentée au Secrétaire Général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, ainsi qu'aux gouvernements lors de la séance d'ouverture des « Journées des gouvernements » du FMMD. Cette déclaration soulignait les changements indispensables à apporter pour mieux organiser la mobilité des travailleurs, protéger les migrants et lancer les bases d'un développement solidaire.



**356 participants ont animé les « Journées de la société civile » du FMMD en 2014.**

**Les participants comprenaient 202 délégués de la société civile de plus de 50 pays ; 53 observateurs d'organisations régionales et internationales ; 17 invités et représentants des médias ; 55 représentants gouvernementaux de 20 pays, et 29 collaborateurs, bénévoles et organisateurs de l'équipe gouvernementale suédoise.**

**Sur les 202 délégués de la société civile :**

- **Plus de 50% étaient des migrants et des représentants de la diaspora ou d'organisations dirigées par des migrants.**
- **80 représentaient des organisations de défense des droits de l'homme, 56 des groupes de développement, 37 des organisations de travailleurs, 22 les milieux universitaires et 7 le secteur privé.**
- **104 venaient d'Europe, 51 des Amériques, 24 de l'Asie-Pacifique, 13 d'Afrique et 10 du Moyen-Orient.**



Michele LeVoy, Présidente des Journées de la Société Civile dans le cadre du Forum Mondial sur la Migration et le Développement de 2014, Stockholm, Suède. ©Texty.nl

## Principales recommandations de la société civile émanant du Forum Mondial sur la Migration et le Développement 2014

- Garantir le travail décent et la protection sociale pour les travailleurs migrants et leur famille
- Réformer le secteur du recrutement des travailleurs migrants et mieux réglementer les pratiques de placement et d'emploi
- Créer et mieux appliquer des cadres de protection pour les migrants en détresse, qu'ils soient en transit ou aux frontières
- Adopter des lois et des mécanismes qui créent des solutions alternatives à la migration clandestine et à la détention
- Garantir la protection et l'émancipation des enfants en contexte migratoire
- Faciliter la contribution des migrants et des diasporas à la création d'emplois et aux changements de politique publique en faveur du développement dans les pays d'origine et de destination
- Inclure les migrants et la migration dans les programmes de développement post-2015 sur les plans mondial et national

# Collaborer avec l'OIM et l'OIT pour protéger les travailleurs migrants et leurs familles

En 2014, la CICM a dénoncé les abus en matière de recrutement de travailleurs migrants et réaffirmé le besoin de réformer ces pratiques dans de nombreuses enceintes, notamment le Comité des Nations Unies pour les Travailleurs Migrants, qui vérifie le respect par les États membres de la Convention Internationale sur la Protection des Droits de Tous les Travailleurs Migrants et des Membres de leur Famille (dite « Convention des travailleurs migrants »), l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM).

En juin 2014, la CICM a pris la parole lors de la plénière d'ouverture de la Conférence internationale du travail de l'OIT, demandant à l'OIT et à l'OIM de renforcer leur collaboration pour contrôler l'application des normes de l'ONU en vigueur en matière de recrutement, de placement et d'emploi des travailleurs migrants.

Le personnel de la CICM a participé à une Conférence de haut niveau organisée par l'OIT à Turin, et à une table ronde d'experts organisée par l'OIM pour élaborer et lancer un nouveau « Système International d'Intégrité dans le Recrutement » (International Recruitment Integrity System - IRIS). Sur la base des normes de l'OIT et grâce aux contributions de la CICM et d'autres experts, le système IRIS tente d'articuler un ensemble de principes et de pratiques selon lesquels le comportement de tous les acteurs du recrutement de travailleurs migrants pourrait être mesuré, leur permettant soit d'obtenir une certification IRIS, soit d'être sanctionné ou encore de perdre leur certification pour telle ou telle activité spécifique. Le financement substantiel et le soutien apportés au travail de l'OIT et de l'OIM de la part de l'Union européenne, des États-Unis et de l'Australie, ainsi que le financement par l'UE du groupe de travail « Réforme du recrutement » du Réseau MADE de la CICM sont autant d'indicateurs de l'enthousiasme que montrent ces gouvernements envers ces nouvelles initiatives.



Femmes philippines partant travailler à l'étranger, aéroport de Manille. © Reuters / Romeo Ranoco

# Recevoir et accueillir les réfugiés en Europe et les intégrer dans les communautés d'accueil

Depuis 2012, la CICM est à la tête du Réseau SHARE, un réseau d'autorités locales et régionales européennes, ainsi que d'organisations de la société civile, qui collaborent pour promouvoir la protection et l'intégration des réfugiés en Europe.

Partie intégrante du Réseau Européen de Réinstallation et cofinancé par la Commission européenne, le Réseau SHARE est une plateforme d'échanges entre pairs ouverte à tous ses membres locaux et régionaux; elle facilite l'incorporation de différents acteurs dans le Réseau Européen de Réinstallation (qui est plus vaste) et attire l'attention du public et des autorités sur divers aspects de la réinstallation.

Dans de très nombreuses villes et communes européennes, il devient de plus en plus difficile de trouver des logements corrects pour les migrants, les réfugiés, les requérants d'asile et d'autres groupes de citoyens manquant de ressources. Dans le contexte de la réinstallation, le manque de logements est un obstacle sérieux qui freine les pays dans leur capacité et leur désir d'accueillir des réfugiés. Pour inspirer des solutions créatives et des initiatives nouvelles dans ce domaine, la CICM-Europe – avec ses partenaires et membres de SHARE – a recueilli un ensemble de bonnes pratiques, publiées en mars 2014 dans un rapport de SHARE intitulé « Un lieu pour vivre, un lieu pour rester: Un guide des bonnes pratiques pour le logement des réfugiés réinstallés ».

Au cours du même mois, SHARE, en collaboration avec la Croix-Rouge finlandaise, a soutenu la campagne « Les réfugiés ont besoin d'un toit »; la tournée d'une « tente de réfugiés » a permis aux visiteurs de prendre conscience de ce qu'est la vie dans un camp de réfugiés et aussi d'encoura-

ger les communes et les villes à offrir des places de réinstallation et des admissions à titre humanitaire aux réfugiés syriens.

Naturellement, l'installation dans un nouveau pays représente un changement considérable pour les réfugiés, qui se retrouvent brutalement plongés dans une vie tout à fait nouvelle et se sentent souvent exclus de la communauté locale. Pour beaucoup d'entre eux, l'engagement dans des activités bénévoles peut être un excellent moyen de tisser des liens sociaux, de faciliter leur accueil et leur adaptation et de soutenir leur installation et leur intégration à long terme. Lors de la conférence du Réseau SHARE en octobre 2013, les partenaires et membres de SHARE avaient désigné en priorité le bénévolat comme outil d'intégration des réfugiés. En 2014, le Réseau SHARE a approfondi cette recommandation en axant ses efforts sur le développement du bénévolat parmi les réfugiés réinstallés.

En octobre 2014, la CICM et le Conseil Néerlandais des Réfugiés ont organisé en Allemagne un séminaire intitulé « Que faut-il pour que le bénévolat fonctionne? ». Mené par 25 experts en bénévolat pour l'intégration des réfugiés provenant de neuf pays européens, ce séminaire a posé les bases du développement d'outils, de directives et de ressources qui alimenteront le programme d'échanges entre pairs de SHARE en 2015 sur les questions liées au bénévolat, intitulé "SHARING through Mentoring" (partager par le mentorat).



Famille de réfugiés au cours du processus de réinstallation pour l'Allemagne; ils suivent un cours d'orientation culturelle en Turquie. © OIM



# MEMBRES DE LA CICM ET RÉSEAUX DE L'ÉGLISE

La CICM exprime les préoccupations des Conférences épiscopales catholiques du monde entier et collabore avec de nombreuses organisations de l'Église pour plaider en faveur de politiques fondées sur les droits de l'homme et pour que soient adoptées des solutions durables pour les réfugiés et les migrants. Les politiques de la CICM sont fixées en étroite interaction entre le Comité directeur de la CICM et la Secrétairerie d'État du Vatican.



# La Réunion du Conseil de la CICM

Du 26 au 28 mai 2014, les membres de la CICM, le Comité directeur, divers invités de haut rang et le personnel de la CICM ont participé au 56e Conseil de la CICM à Rome, en Italie.

Le Conseil de la CICM est le cadre idéal pour échanger opinions et préoccupations de manière dynamique sur les nombreux problèmes, régionaux ou mondiaux, soulevés par la migration et pour réfléchir au rôle que doit jouer dans ce domaine la CICM en tant qu'acteur international catholique. Il permet également de fixer la vision stratégique pour les années suivantes et forger l'avenir de l'organisation.

En 2014, plus de 100 participants se sont ainsi rassemblés, parmi lesquels le Secrétaire d'État et d'autres représentants du Vatican, le Conseil Pontifical pour la Pastorale des Migrants et des Personnes Itinérantes, des représentants de plus de 50 Conférences épiscopales du monde entier, des membres des Groupes de travail Asie et Afrique, et des représentants de nombreuses organisations partenaires.

Parmi les participants invités, Mme l'Ambassadeur Laura Thompson, Directrice Générale Adjointe de l'OIM, a expri-

mé sa reconnaissance pour le travail réalisé par les membres de la CICM, qui visent à promouvoir le dialogue et la prise de conscience sur les questions liées à la migration; elle a exprimé le désir que soient maintenus ces efforts conjoints pour la promotion des droits des migrants. M. Laurens Jolles, Représentant régional du HCR pour le Sud de l'Europe, s'est félicité du partenariat croissant entre le HCR et les organisations basées sur la foi, soulignant comment ces dernières sont souvent les plus promptes à réagir et à répondre aux besoins des personnes et des communautés dès que survient une crise humanitaire. M. Peter Sutherland, invité en tant que Représentant Spécial pour la Migration Internationale auprès du Secrétaire Général des Nations Unies, a parlé de ce qu'il s'était passé, selon lui, lors du Forum Mondial sur la Migration et le Développement, insistant sur le changement dans la perception des migrants dans les sociétés occidentales.

Sa Béatitude Grégoire III, Patriarche d'Antioche et de tout l'Orient, d'Alexandrie et de Jérusalem, et membre du Comité directeur de la CICM, a fait le point sur la situation en Syrie. Sa Béatitude a souligné l'importance de renforcer le respect mutuel entre chrétiens et musulmans, à plus forte raison en temps de crise: « Le conflit actuel n'oppose pas deux religions, c'est une guerre qui sape la société syrienne dans son ensemble ». Après avoir informé les participants sur le contenu de la réunion de janvier 2014 entre le Conseil œcuménique des Eglises et le Saint-Siège, Sa Béatitude a exprimé le désir que tous les responsables religieux, chrétiens ou musulmans, s'engagent activement en faveur d'une solution politique au conflit. Le Patriarche latin de Jérusalem, Rév. Fr. Imad Twal, a lui aussi souligné l'importance de l'Église qui donne foi, espérance et soutien aux réfugiés, aux migrants et à leurs familles.

M. Józef Jodlowski, Président de l'Euro-région des Carpates, Gouverneur du comté de Rzeszow, et sous le haut-patronage duquel le programme « ICMC Cares » est placé, était également invité à participer au Conseil de la CICM. Il s'est réjoui des efforts fournis par la CICM pour établir des normes éthiques et professionnelles pour les soins à domicile et réduire les pratiques de recrutement illégal, tout en appelant à renforcer la coopération avec les pays d'Europe de l'Est.

Tout au long des trois jours de réunion, le Secrétaire Général de la CICM, M. Johan Ketelers, a présenté les principales réussites des quatre années précédentes et a exposé le nouveau plan stratégique, qui encadrera le travail de la CICM dans les années 2015-2018. Des séances régionales pour l'Afrique, l'Asie, l'Amérique Latine et l'Europe ont aussi permis aux membres de la CICM de partager leurs opinions et leurs expériences quant aux difficultés posées par la migration dans leurs régions respectives. Ces échanges ont contribué à l'élaboration de recommandations qui permettront de renforcer le réseau de membres de la CICM dans le monde entier.



Participants au Conseil de la CICM, mai 2014, Rome. © CICM

# Groupes de travail régionaux de la CICM sur la migration

Pour améliorer sa compréhension de la migration dans les différentes régions du globe, débattre des principales tendances et identifier les difficultés communes, la CICM a récemment créé deux groupes de travail régionaux, en Asie et en Afrique.



Membres de la CICM lors du deuxième Congrès Asie-Pacifique sur la Migration, la Famille et la Mission, organisé à Taichung, Taiwan, septembre 2014. © CICM

Ces groupes de travail sont composés de membres de la CICM ; ils contribuent aux débats mondiaux sur la migration et les questions qu'elle soulève, en interprétant la réalité quotidienne vécue au sein des communautés locales.

Dans le plan stratégique que la CICM a adopté en 2014 figure l'idée de créer un troisième groupe de travail pour l'Amérique Latine. Quelques étapes importantes ont déjà été franchies dans cette direction, en collaboration notamment avec les membres de la CICM, les Pères Scalabrinien et les partenaires de Caritas dans la région.

## Le Groupe de travail Asie

Le groupe de travail Asie, présidé par S.E. l'évêque Precioso Cantillas des Philippines, a été créé en 2008 en réponse au désir de renforcer la voix de l'Église en Asie et d'offrir une plateforme d'échanges sur les questions liées à la migration et au développement.

En 2014, le groupe de travail Asie a axé son travail sur la relation entre la famille et la migration, discutant en particulier de la manière dont les familles migrantes d'Asie surmontent les difficultés de la séparation et gèrent l'augmentation de leurs ressources matérielles due aux envois d'argent des émigrés. Il s'est aussi intéressé aux préoccupations croissantes des familles migrantes qui se séparent et se recomposent différemment dans les pays de destination, et de la question des enfants élevés par des voisins ou des grands-parents. Leur perception des valeurs familiales aura sans doute une influence sur leur propre vie, mais elle contribuera peut-être aussi à construire une nouvelle cohésion sociale dans la société future. Le groupe de travail a également réfléchi à la manière de garantir le bien-être des enfants d'immigrants, et a élaboré une série de recommandations qui ont été distribuées à tous les membres asiatiques de la CICM.

Lors de la réunion du Conseil en mai 2014, le groupe de travail Asie a ajouté un certain nombre d'engagements régionaux au plan stratégique de la CICM. Il a exprimé sa détermination à s'étendre et à renforcer la collaboration régionale et les interac-

tions avec le siège de la CICM, dans le but d'améliorer le partage d'informations ; il désire aussi œuvrer pour l'harmonisation et le renforcement de la voix de l'Église en Asie sur les questions de migration.

## Le Groupe de travail Afrique

Le groupe de travail Afrique, présidé par le Rév. Fr. Mesmin-Prospér Massengo, a été lancé en septembre 2012 en collaboration avec le Symposium des Conférences Épiscopales d'Afrique et de Madagascar (SECAM). Le groupe de travail est composé des Secrétaires généraux des huit Conférences épiscopales régionales du continent africain. Son objectif est de soutenir l'Église en Afrique dans sa lutte pour protéger et promouvoir les droits des migrants, notamment en fournissant soutien technique et conseils, en collaborant avec les acteurs locaux et en sensibilisant la population à ce sujet.

Les premières réunions du groupe de travail ont révélé qu'à ce jour l'attention de l'Église avait plus porté sur les réfugiés et les personnes déplacées que sur le sort des travailleurs migrants. Il a été constaté que les autorités locales des pays africains manquent de compréhension envers les travailleurs migrants et que ceux-ci sont peu visibles et peu engagés dans les économies locales. Le groupe de travail Afrique veut devenir le forum où naîtra le dialogue sur ces questions.

Lors de la réunion du Conseil en mai 2014, le groupe de travail Afrique a souligné son engagement à se développer et à renforcer sa collaboration avec la CICM et le SECAM pour étudier la situation et plaider sur le plan international en faveur de la protection des migrants africains, en Afrique et sur d'autres continents. Le groupe de travail se focalisera principalement sur la création des structures juridiques nécessaires, la promotion de la bonne gouvernance en matière de mobilité humaine et la promotion du plein respect de la dignité humaine dans les contextes migratoires.

# Activités en réseau du **Bureau de liaison de la CICM** à Washington DC

Depuis 2006, le Bureau de liaison de la CICM à Washington DC s'est installé dans les bureaux de la Conférence épiscopale catholique des États-Unis (USCCB). Le Bureau fait la liaison avec les donateurs institutionnels à Washington, et mène à bien le travail politique de la CICM aux États-Unis sur une vaste gamme de questions liées à la migration, en mettant en avant la protection des femmes et des enfants.

En 2014, en collaboration avec des réseaux de l'Église catholique aux USA et en Amérique Centrale, la CICM s'est efforcée d'attirer l'attention sur le sort des enfants non accompagnés en provenance du Salvador, du Guatemala et du Honduras. L'été 2014 aura été témoin d'une rapide augmentation du nombre d'enfants fuyant les gangs et la violence et se lançant dans un dangereux voyage à travers le Mexique pour tenter d'atteindre les États-Unis. Le Bureau de liaison de la CICM a organisé et participé à la délégation d'évêques étasuniens dans la région et a largement diffusé les conclusions de cette mission au cours de l'année, aussi bien auprès de fonctionnaires gouvernementaux que d'autres ONG. La CICM a aussi organisé un atelier sur les « Causes fondamentales » de ce phénomène, lors de la réunion annuelle de la Conférence épiscopale catholique, et a travaillé étroitement avec l'évêque Mark J. Seitz d'El Paso, Texas, pour préparer le témoignage qu'il allait présenter au Congrès des États-Unis. La CICM a plaidé auprès du HCR pour que l'on accélère l'examen des dossiers des mineurs migrants en transit et, auprès du Département d'État, pour que l'on évalue l'intérêt supérieur de ces enfants d'Amérique Centrale et permette leur réinstallation aux États-Unis.

Se joignant à la délégation de la Commission sur la Migration de la Conférence épiscopale catholique, la Responsable du Bureau de liaison de la CICM a voyagé en Turquie pour y évaluer l'impact croissant de la crise humanitaire de réfugiés causée par le conflit en Syrie. L'un des objectifs de cette mission était d'exprimer la solidarité chrétienne et de renforcer le partenariat avec les ministères catholiques de migration dans la région, et également de mieux



Enfants non accompagnés et une famille à l'arrière d'un véhicule de police ; ils ont été arrêtés à la frontière entre le Honduras et le Guatemala faute de papiers d'identité. © Reuters / Jorge Cabrera

comprendre comment protéger les réfugiés syriens. La Responsable du Bureau de liaison de la CICM s'est réunie avec des réfugiés syriens en attente de réinstallation au Centre de Soutien à la Réinstallation pour la Turquie et le Moyen-Orient à Istanbul ; elle a participé à des visites à domicile de réfugiés soutenus par Caritas-Turquie, a dirigé des groupes de parole à l'Église Chaldéenne et a visité une école pour réfugiés gérée par Don Bosco. Au retour

de cette mission, la CICM a contribué à la rédaction du rapport « Refuge and Hope in the Time of ISIS » (Refuge et espoir au temps de Daesh) et a participé à plusieurs tables rondes et ateliers organisés par l'USCCB.

# Forum des ONG d'inspiration catholique

En 2014, la CICM a souvent tenu le premier rôle au sein de plusieurs mouvements d'ONG d'inspiration catholique.

En tant que leader depuis 2010 du groupe Migration, la CICM a réuni en 2014 les membres du Forum des ONG internationales d'inspiration catholique pour en faire un « groupe de pression », afin que la société civile du monde entier adopte une position unifiée et tente de convaincre les États membres de l'ONU d'inclure les migrants et la migration dans la nouvelle série d'Objectifs du Développement Durable devant être adoptés par l'Assemblée générale en 2015. En l'espace de six mois, les membres de ce groupe de pression ont fixé 9 objectifs et 21 cibles, les ont distribués pour commentaires à un vaste éventail de partenaires (ONG, agences de développement, migrants et diasporas et groupes de travailleurs), et ont présenté le document final, pour examen et approbation, lors des « Journées de la société civile » du Forum Mondial sur la Migration et le Développement en mai 2014.

De manière plus ciblée, la CICM a aussi maintenu sa collaboration au sein du Groupe de travail de huit ONG internationales d'inspiration catholique, afin de promouvoir l'inclusion du travail décent et de la protection sociale dans les nouveaux Objectifs du Développement Durable — en soulignant particulièrement leur importance pour les jeunes et pour les migrants. Ayant écrit une déclaration conjointe en 2013, co-signée par 38 organisations catholiques, le Groupe de travail a renforcé sa position en avançant de nouveaux arguments de poids et en définissant une stratégie de plaidoyer élaborés lors d'un séminaire, organisé au Vatican en mai, où la CICM fut l'un des présentateurs. Pendant toute l'année 2014, la CICM s'est efforcée d'établir des contacts directs entre les organisations catholiques et les gouvernements du monde entier. Les membres du groupe ont ainsi pu plaider la cause des réfugiés et des migrants auprès des gouvernements de pays où ils avaient des programmes ou des membres, mais aussi auprès des plus hautes instances internationales se trouvant à Bruxelles, New York ou Genève, notamment lors d'un petit-déjeuner organisé par la CICM à Genève, pendant lequel les organisations catholiques ont eu l'occasion de rencontrer des représentants de l'Union européenne et d'autres gouvernements de pays influents.



Basilique Saint-Pierre, Place Saint-Pierre, Cité du Vatican. Le Forum vise à dynamiser les échanges entre les ONG catholiques et le Saint-Siège. Photographie: Shutterstock

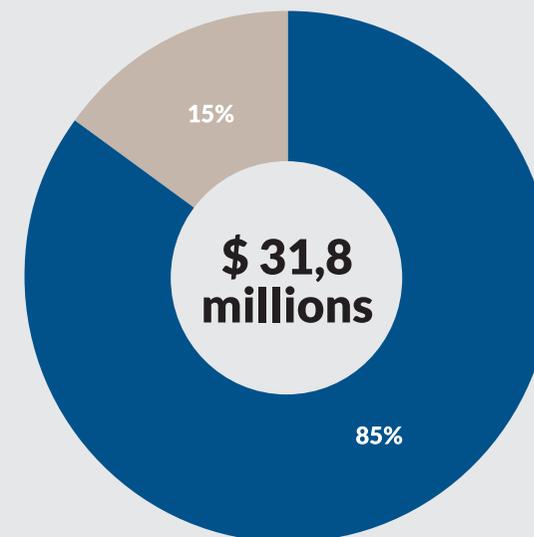
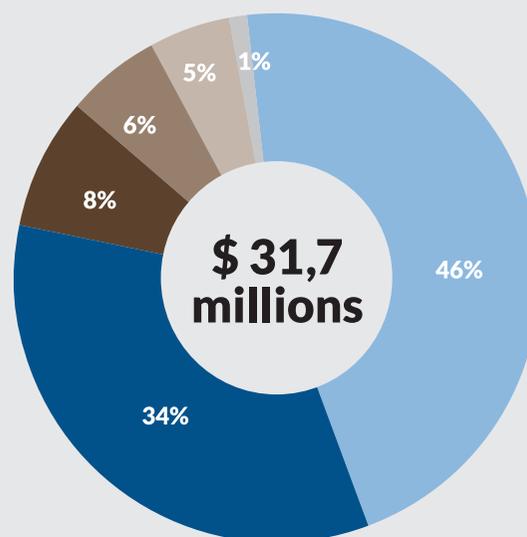
# BILAN FINANCIER

En 2014, les revenus totaux de la CICM ont atteint 31.710.000 US\$, soit une augmentation de 24% par rapport à l'année précédente. Le financement général des activités programmatiques de la CICM a augmenté de 6.096.000 US\$.

Ces contributions additionnelles ont été octroyées par le Bureau de la Population, des Réfugiés et de la Migration (PRM) des États-Unis pour le programme de réinstallation en Turquie et pour ses activités humanitaires en Syrie et en Jordanie; par USAID pour ses activités humanitaires en Syrie; par le HCR pour le Programme de Déploiement de Personnel en Réinstallation CICM-HCR et pour ses projets au Pakistan; et par la Commission européenne pour ses activités liées à la migration et au développement.

Les donateurs privés (individuels) ont augmenté de 66% leur soutien à la CICM, un beau témoignage de la solidarité dont font preuve nombre de particuliers quand prolifèrent les crises humanitaires.

En 2014, la CICM a utilisé 85% des fonds reçus de donateurs privés ou institutionnels dans la mise en œuvre directe de ses projets, parvenant à maintenir ses coûts structurels à seulement 15% du total. En comparaison avec 2013, le montant total dépensé directement pour satisfaire les besoins des bénéficiaires de la CICM a augmenté de 23%.



- Agences du gouvernement des États-Unis
- Institutions onusiennes (HCR)
- Union européenne (ECHO, HOME, DEVCO)
- Autres donateurs / subventions
- Donateurs privés
- Contributions et cotisations des membres, divers
- Projets
- Coûts structurels

### Report of the statutory auditor

To the Governing committee of  
**International Catholic Migration Commission, Geneva**

### Report of the Statutory Auditor on the consolidated financial statements

As statutory auditor, we have audited the accompanying consolidated financial statements of International Catholic Migration Commission ("ICMC"), which comprise the consolidated statement of financial position as at December 31, 2014, and the consolidated statement of activities, consolidated statement of cash flows and notes to the consolidated financial statements for the year then ended.

#### Management's Responsibility

Management is responsible for the preparation of these consolidated financial statements in accordance with the requirements of Swiss law, ICMC statutes and the consolidation and valuation principles as set out in the notes. This responsibility includes designing, implementing and maintaining an internal control system relevant to the preparation of the consolidated financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error. Management is further responsible for selecting and applying appropriate accounting policies and making accounting estimates that are reasonable in the circumstances.

#### Auditor's Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these consolidated financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with Swiss law and Swiss Auditing Standards. Those standards require that we plan and perform the audit to obtain reasonable assurance whether the consolidated financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the consolidated financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the consolidated financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers the internal control system relevant to the entity's preparation of the consolidated financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control system. An audit also includes evaluating the appropriateness of the accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made, as well as evaluating the overall presentation of the consolidated financial statements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

#### Opinion

In our opinion, the consolidated financial statements for the year ended December 31, 2014, comply with Swiss law, ICMC statutes and the consolidation and valuation principles as set out in the notes.

### Report on Other Legal Requirements

We confirm that we meet the legal requirements on licensing according to the Auditor Oversight Act (AOA) and independence (article 69b Civil Code (CC) in connection with article 728 Code of Obligations (CO)) and that there are no circumstances incompatible with our independence.

In accordance with article 728a paragraph 1 item 3 CO and Swiss Auditing Standard 890, we confirm that an internal control system exists, which has been designed for the preparation of the consolidated financial statements according to the instructions of management.

We recommend that the consolidated financial statements submitted to you be approved.

#### Deloitte SA

Karine Szegedi Pingoud  
Licensed audit expert  
Auditor in charge

Lisa Watson  
Licensed audit expert

Geneva, June 29, 2015  
KSZLWAVga

**Enclosures :** Consolidated financial statements (consolidated statement of financial position, consolidated statement of activities, consolidated statement of cash flows and notes)

# PARTENAIRES ET SOUTIENS

## Grèce

- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR)

## Indonésie

- American Center for International Labor Solidarity
- Fondation Embun Pelangi
- Fondation Nanda Dian Nusantara
- Fondation Sekar
- Forum Conjoint des Femmes
- Forum Conjoint des Travailleurs Migrants
- Forum des Femmes Afada
- Institution de Protection de l'Enfance
- Syndicat des Travailleurs Migrants Indonésiens

## Malaisie

- Association Life Line de Malaisie
- Centre de Conseils et de Thérapie Enrich
- Centre des Femmes pour le Changement (WCC), Penang
- Institut Malais de Ressources pour l'Enfance
- Organisation d'entraide féminine (Pertubuhan Pertolongan Wanita)
- Pusat Kebajikan Good Shepherd (PKGS)

## Pakistan

- Fondation Sarsabz (SF)
- Organisation de Développement des Agriculteurs (FDO)
- Programme Pakistanais de Développement Rural (PRDP)

## Pologne

- Administration publique régionale de l'emploi à Rzeszow
- Centre Hospitalier de Gorne pour les maladies neuro-dégénératives
- Gouvernement local du comté de Rzeszow
- Instytut Badawczy

## Syrie

- Terres des Hommes-Syrie

## Réseau Européen de Réinstallation

- Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)
- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR)

## Réseau Migration et Développement de la Société Civile (MADE)

MADE comprend près de 800 organisations partenaires, parmi lesquelles les organisations suivantes ont joué un rôle de coordination en 2014 :

- Caritas Sénégal
- Centre en politique de la Diaspora Africaine (ADPC)
- Cordaid
- Fundación Scalabrini
- Migrant Forum en Asie
- Réseau International pour la Migration et le Développement (INMD)
- Réseau Scalabrinien de Migration Internationale

## SHARE

- Accem
- Caritas International
- Commission des Églises pour les Migrants en Europe (CCME-CEC)
- Conseil Européen sur les Réfugiés et les Exilés (ECRE)
- Conseil municipal de Hull
- Conseil municipal de Sheffield
- Croix-Rouge autrichienne
- Euro-villes
- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR)
- Hongrie, Bureau de l'Immigration et la Nationalité
- Horton Housing
- Mairie de Paris
- Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)
- Refugee Action
- Refugee Council
- Save me Flüchtlinge Aufnehmen
- Ville d'Aachen
- Ville de Bradford
- Ville de Créteil
- Ville de Munich
- Ville de Sanctuary

## Partenaires de l'Église catholique

- Conseil Pontifical pour la Pastorale des Migrants et des Personnes Itinérantes et autres Conseils Pontificaux
- Cor Unum
- Mission du Saint-Siège à Genève
- Secrétairerie d'État du Vatican

## Autres partenaires

- Agence de l'Union européenne pour les Droits fondamentaux
- Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII
- Caritas Internationalis et ses membres
- Coalition des Organisations catholiques contre la traite des personnes
- Comité des ONG sur la Migration, New York
- Conseil International des Agences Bénévoles (ICVA)
- Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme (OHCDH)
- InterAction
- Organisation Internationale du Travail (OIT)
- Participants au Forum des ONG d'inspiration catholique
- Plateforme internationale des ONG pour la Convention des Travailleurs migrants
- Plateforme pour la Coopération Internationale pour les Migrants Sans Papiers
- Refugee Council USA (RCUSA)
- Service Jésuite d'aide aux Réfugiés (JRS)

# DONATEURS



Australian Government



Funded by the Government of Canada



Caritas Germany



European Union



Holy See



Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands

THE PAPAL FOUNDATION



Swiss Agency for Development and Cooperation SDC



En plus des donateurs institutionnels figurant dans la liste ci-dessus, 11.400 personnes (donateurs privés) ont apporté plus de 23.500 dons à la CICM.

# MEMBRES DU COMITÉ DIRECTEUR

## Président

M. Peter Sutherland (Irlande) – à partir de novembre 2014

M. John Michael Klink (USA) – jusqu'en novembre 2014

## Membres élus

S.E. Christoph Cardinal Schönborn (Autriche)

S.E. Thomas Christopher Cardinal Collins (Canada)

S.E. Oscar Andres Cardinal Rodriguez Maradiaga (Honduras)

S.E. John Cardinal Njue (Kenya)

Sa Béatitudo Grégoire III (Syrie)

S.E. Archevêque Emilio Carlos Belaunzarán (Mexique)

S.E. Archevêque Samuel J. Aquila (USA)

S.E. Evêque Precioso Cantillas (Philippines)

S.E. Evêque Joseph Pibul Visitnondachai (Thaïlande)

S.E. Archevêque Simon Ntamwana (Burundi)

Sœur Maryanne Loughry (Australie)

## Représentants du Saint-Siège

S.E. Archevêque Silvano Tomasi (Observateur permanent du Saint-Siège auprès des Nations Unies à Genève)

S.E. Archevêque Joseph Kalathiparambil (Conseil Pontifical pour la Pastorale des Migrants et des Personnes Itinérantes)

## Conseillers

S.E. Evêque Nicolas DiMarzio (USA)

Ambassadeur Johnny Young (USA)

Rév. Mons. Slawomir D. Kawecki (Pologne)

Sœur Janete Ferreira (Équateur)

M. Bernard Ryelandt (Belgique)

# DIRECTEURS ET CHEFS DE DÉPARTEMENTS OU DE BUREAUX DE LA CICM



**Secrétaire Général**  
Johan Ketelers



**Politique et Stratégie**  
John K. Bingham



**Opérations**  
Walter Brill



**Administration et Finances**  
Florence Joigneault



**Communications**  
Nathalie Perroud



**Programme de Déploiement de  
Personnel en Réinstallation CICM-HCR**  
Linda Besharaty



**Travailleurs migrants,  
« ICMC Cares »**  
Andrzej Sados



**Migration et  
Développement, MADE**  
Wies Maas



**CCIM Europe**  
Petra Hueck



**Bureau de liaison  
à Washington DC**  
Jane Bloom



**Bureau de Développement  
à Boston**  
Lucy McGovern



**Grèce**  
Tanja Zwack  
Georgakopoulou



**Indonésie**  
Hanna Gultom



**Liban**  
Slaviya Stoyanova



**Jordanie et Syrie**  
Osama Al Mohammad



**Malaisie**  
Jackie Loo



**Pakistan**  
Jehanzeb Anwar



**Centre de Soutien à la  
Réinstallation pour la Turquie  
et le Moyen-Orient**  
Linda Samardzic

**Publié par**

Siège de la CICM  
1, rue de Varembe  
PO Box 96  
1211 Geneva 20, Switzerland  
Tél.: +41 22 919 10 20  
Email: [info@icmc.net](mailto:info@icmc.net)  
Site internet: [www.icmc.net](http://www.icmc.net)

**Développement du projet et rédaction**

Nathalie Perroud, Barbara Sartore

**Contributions et éditeurs**

Laila Al Amine, Priscila Antoni Piosek,  
Jehanzeb Anwer, Linda Besharaty,  
John K. Bingham, Jane Bloom, Sylvia Braun,  
Walter Brill, Hanna Gultom, Petra Hueck,  
Florence Joigneault, Johan Ketelers, Jackie Loo,  
Wies Maas, Sophie Ngo-Diep, Emma Horton,  
Cristina Palazzo, Andrzej Sados,  
Linda Samardzic, Jordan Steiner, Peter Vogelaar,  
Rachel Westerby, Laura Zorrilla Fernandez,  
Tanja Zwack

**Design**

Valentino Martinoni, Genève, Suisse

**Icônes**

[www.flaticon.com](http://www.flaticon.com)

**Traduction**

Julliard & Garcia Associés, Genève

**Impression**

Gonnet Imprimeur, Belley, France





La Commission internationale catholique pour les migrations (CICM) est une organisation non gouvernementale qui travaille dans le domaine des réfugiés et de la migration. La CICM protège et se met au service des migrants, des réfugiés, des demandeurs d'asile, des personnes contraintes d'émigrer à l'intérieur de leur pays et des victimes de la traite, indépendamment de leur croyance, leur race, leur appartenance ethnique ou leur nationalité.

Fondée en 1951, suite aux déplacements massifs de populations provoqués par la Deuxième Guerre mondiale, la CICM fait face aux défis des populations déracinées et de leurs communautés, en plaidant pour des politiques fondées sur les droits des personnes et pour l'application de solutions durables, et ce, au travers du réseau mondial de Conférences épiscopales catholiques, et en coopération avec ses partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux.

Son siège est à Genève, Suisse, et la CICM dispose d'agences affiliées à Bruxelles (ICMC Europe), Washington DC et Boston (ICMC Inc.), ainsi que de bases opérationnelles en Grèce, en Jordanie, au Liban, en Malaisie, au Pakistan et en Turquie.

#### **Suivez-nous**

 [twitter.com/icmc\\_news](https://twitter.com/icmc_news)

 [facebook.com/icmc.migration](https://facebook.com/icmc.migration)

#### **Soutenez-nous**

[give.icmc.net/donate](https://give.icmc.net/donate)

Rendre la dignité, inspirer le changement